DELIBERATION n° CD-2026/11/13-5/01

# DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
**077-227700010-20261113-D261113_501H1-DE**

Date de télétransmission : 17/11/2026
Date de réception préfecture : 17/11/2026
Date de Publication : 17/11/2026

Séance du vendredi 13 novembre 2026

DÉLIBÉRATION N° **CD-2026/11/13-5/01**

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : LACROIX Sarah

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Rapport Annuel de Développement Durable 2026.

Le Rapport Annuel de Développement Durable (RADD) répond aux prescriptions de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'environnement, qui rend obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable, préalablement au débat sur le projet de budget. Au-delà d'une réponse aux obligations réglementaires, l'établissement du RADD apporte un éclairage sur l'action départementale et sa contribution au développement durable. Le RADD du Département de Seine-et-Marne est établi au regard des Objectifs de Développement Durable (ODD), qui constituent, à travers l'Agenda 2030, le référentiel de base du développement durable en France engageant l'ensemble des acteurs. Le présent dossier concerne le RADD 2026, établi sur la base des actions menées en 2025.

DELIBERATION n° CD-2026/11/13-5/01

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant Engagement national pour l'environnement, et notamment l'article 255 instituant le rapport annuel de développement durable,

Vu la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, et notamment l'article 5 faisant des ODD le référentiel à prendre en compte pour établir le Rapport annuel de développement durable.

VU le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

**PREND ACTE**

Du Rapport Annuel de Développement Durable (RADD) 2026, tel que joint en annexe à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU, M. Eric BAREILLE, Mme Nathalie BEAULNES-SERENI,
Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI, M. Thierry CERRI, M. Jean-Marc CHANUSSOT,
M. Bernard COZIC, Mme Sophie DELOISY, M. Stéphane DEVAUCHELLE, Mme Bouchra FENZAR-RIZKI,
Mme Isoline GARREAU, M. Laurent GAUTIER, Mme Anne GBIORCZYK, Mme Julie GOBERT,
M. Anthony GRATACOS, M. Michel JOZON, M. Denis JULLEMIER, Mme Sarah LACROIX,
M. Olivier LAVENKA, Mme Nolwenn LE BOUTER, Mme Daisy LUCZAK, Mme Nathalie MOINE,
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU, Mme Mireille MUNCH, Mme Céline NETTHAVONGS,
M. Jean-François PARIGI, Mme Véronique PASQUIER, M. Vincent PAUL-PETIT, M. Ugo PEZZETTA,
Mme Marie-Line PICHERY, M. Brice RABASTE, M. Christian ROBACHE, Mme Béatrice RUCHETON,
M. Patrick SEPTIERS, Mme Sara SHORT-FERJULE, Mme Sandrine SOSINSKI, M. Jean-Louis THIERIOT,
Mme Virginie THOBOR, Mme Claudine THOMAS, M. Xavier VANDERBISE, Mme Véronique VEAU,
M. Mathieu VISKOVIC

M. Smaïl DJEBARA a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie,
M. Yann DUBOSC a donné pouvoir à Mme THOMAS Claudine,
M. Pascal GOUHOURY a donné pouvoir à Mme RUCHETON Béatrice,
M. Jean LAVIOLETTE a donné pouvoir à Mme THOBOR Virginie

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2026/11/13-5/01

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS : 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Publication n°95 - Délibération du Conseil départemental du vendredi 13 novembre 2026 Date de publication en ligne le 17 novembre 2026

Conseil départemental du 13 novembre 2026
Annexe à la délibération n°5/01

Accusé de réception en préfecture
**077-227700010-20261113-D261113_501H1-DE**

Date de télétransmission : 17/11/2026
Date de réception préfecture : 17/11/2026
Date de Publication : 17/11/2026



# RAPPORT ANNUEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2026

## BILAN DES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE EN 2025



seine 77 &marne
LE DÉPARTEMENT

# ÉDITO



**JEAN-FRANÇOIS PARIGI**
Président du Département de Seine-et-Marne



**BÉATRICE RUCHETON**
Vice-présidente en charge de l'environnement

Chaque jour, le Département agit concrètement pour répondre aux défis environnementaux, aux attentes sociales et aux enjeux économiques, et faire de la Seine-et-Marne un territoire toujours plus attractif et résilient. Pour autant, l'année 2026, marquée par des records de chaleur dans notre département, nous rappelle l'urgence d'intensifier nos efforts face au changement climatique.

Cette ambition commence par notre propre fonctionnement, qui se doit d'être exemplaire. Les investissements engagés pour améliorer la performance énergétique de nos collèges, tout comme notre politique en faveur de routes plus durables, en sont des illustrations concrètes.

Le Département joue également un rôle essentiel dans la préservation de notre patrimoine naturel et de notre cadre de vie. Avec ses vastes forêts, ses cours d'eau et la richesse de sa faune et de sa flore, la Seine-et-Marne dispose d'atouts précieux qu'il nous appartient de préserver et de valoriser. Le 4e Plan départemental de l'eau, la nouvelle stratégie en faveur des espaces naturels sensibles et le renforcement de la lutte contre les dépôts sauvages traduisent concrètement cette volonté.

La Seine-et-Marne est aussi une terre de talents que le Département soutient à travers ses politiques culturelle et sportive inclusives. Son engagement se traduit également par le déploiement de politiques sociales adaptées aux besoins de chacun, avec une attention particulière portée aux personnes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les jeunes et les familles.

Enfin, nous devons nous appuyer sur les nombreux atouts de la Seine-et-Marne pour renforcer son dynamisme et son attractivité. Notre ambition est de faire de notre territoire un espace d'innovation et d'opportunités, où les entreprises peuvent se développer et où les actifs comme les jeunes peuvent construire leur avenir.

Consacré aux politiques mises en œuvre en 2025, ce rapport 2026 témoigne de l'engagement constant du Département en faveur du développement durable. Il met également en lumière une transversalité renforcée entre les 31 politiques départementales, indispensable pour apporter des réponses cohérentes et durables aux défis de notre territoire.

Bâtir ensemble un avenir durable pour les générations futures et œuvrer pour une collectivité solidaire et résiliente : telle est notre ambition.

# UN RAPPORT ANNUEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE... DURABLE

**Pourquoi un format numérique et un format papier ?**

- Le RADD est disponible en version numérique afin d'en faciliter la diffusion et l'accès au plus grand nombre.
- Une version papier, imprimée en nombre limité par l'imprimerie départementale, est également mise à disposition des élus et des services.
- Le rapport a ensuite vocation à être conservé aux archives départementales comme témoignage de l'action du Département.

**Et l'impact environnemental ?**

La version papier du RADD est publiée sur du papier PEFC, issu de forêts gérées durablement. Elle est imprimée par l'imprimerie départementale, labellisée Imprim'vert pour sa démarche de développement durable.

**Que deviendra le RADD ensuite ?**

Cette édition 2025 restera disponible jusqu'à diffusion de l'édition 2026. Au-delà elle sera confiée aux archives départementales, pour contribuer à l'histoire de la collectivité.

## Remerciements

La réalisation de ce RADD repose en grande partie sur les informations récoltées au sein des directions générales, directions et leurs services. La DEEA adresse sa reconnaissance plus particulièrement aux référents RADD, et plus largement à l'ensemble des agents ayant contribué de près ou de loin à la collecte et à la transmission de ces informations.

**CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ÉLABORATION DU RADD**

*Le Rapport annuel de développement durable* présente les principales actions conduites par le Département et leurs contributions aux objectifs de développement durable.

Prévu par la loi dite « Grenelle 2 » n° 2010-788, il porte à la fois sur le fonctionnement et le patrimoine du Département et sur les politiques publiques mises en œuvre au bénéfice des Seine-et-Marnais.

Il constitue un outil d'information et d'aide à la décision avant le débat budgétaire, de façon à pouvoir contribuer au débat sur les choix politiques et leur cohérence au regard des enjeux locaux et des finalités du développement durable (article L. 1612-23 du CGCT). Le RADD cherche l'exhaustivité des politiques menées. Il porte sur les actions menées en 2025.

# SOMMAIRE


**PRÉAMBULE** ..... P. 5

Gouvernance du RADD ..... p. 5
Le périmètre des ODD inclus dans l'analyse ..... p. 5

**BILAN DES ACTIONS CONDUITES AU TITRE DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DU DÉPARTEMENT ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE** ..... P. 8

Des financements mobilisés au service des investissements départementaux durables ..... p. 9
Une gestion rigoureuse et responsable des moyens publics ..... p. 10
Un Département employeur attractif et attentif à ses collaborateurs ..... p. 11
Former les agents et accompagner les parcours professionnels ..... p. 12
Santé, sécurité et bien-être au travail : prévenir les risques et protéger les agents ..... p. 13
Vers une culture du « numérique responsable » au Département ..... p. 14
Un patrimoine bâti sain progressivement moins énergivore et moins vulnérable au changement climatique ..... p. 15
Des véhicules départementaux progressivement plus propres et moins dépendants des énergies fossiles ..... p. 16
Une politique de prévention et valorisation des déchets issus des activités du Département ..... p. 17
La commande publique au service des achats responsables ..... p. 18

**BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER SOCIAL** ..... P. 20

Le Département, chef de file de l'action sociale ..... p. 21
Donner un accès aux soins à tous les Seine-et-Marnais par les services de la protection maternelle infantile et en luttant contre la désertification médicale ..... p. 22
Une politique ambitieuse pour une meilleure prévention et protection des enfants et des familles ..... p. 23
Une politique pour être exemplaire sur le handicap et un schéma de l'autonomie qui prépare l'avenir ..... p. 24
Une politique pour favoriser l'insertion et l'emploi des publics qui en sont éloignés ..... p. 25
Une politique renforcée de développement des formations supérieures et professionnelles axée sur l'égalité territoriale ..... p. 26

**BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER ENVIRONNEMENTAL ET CADRE DE VIE** ..... P. 28

Une Mission Europe tournée vers l'insertion sociale et la mobilisation des financements européens au bénéfice des Seine-et-Marnais ..... p. 29
Le Département partenaire des communes et intercommunalités grâce à sa politique contractuelle et au GIP ID77 ..... p. 30
Le Département, acteur engagé pour la transition énergétique de la Seine-et-Marne ..... p. 31
préserver et valoriser les espaces naturels ..... p. 32
Une politique de l'eau renforcée pour un territoire plus résilient aux phénomènes climatiques ..... p. 33
Vers des partenariats renforcés pour lutter contre les dépôts sauvages ..... p. 34
Une éducation au développement durable pour les citoyens de demain ..... p. 35
Culture et patrimoine : une offre accessible à tous ..... p. 36
des activités sportives et de loisirs inclusives et éco-responsables ..... p. 37
Adapter les logements et réduire leur consommation énergétique ..... p. 38
Agir pour une mobilité adaptée à la diversité des contextes territoriaux et aux besoins de la population ..... p. 39

**BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER ÉCONOMIQUE** ..... P. 40

Le développement de la fibre, vecteur d'attractivité et d'égalité territoriale ..... p. 41
Le soutien à une économie verte pour une activité agricole et sylvicole viable et engagée dans la transition agroécologique et énergétique ..... p. 42
Le Département en soutien aux filières de production d'énergies décarbonées ..... p. 43
L'offre culturelle et touristique, une contribution à l'économie des territoires ..... p. 44

**TABLEAU DE SYNTHÈSE - RADD 2026** ..... P. 46

**LES CHIFFRES CLEFS** ..... P. 48

# PRÉAMBULE

## Le rapport annuel de développement durable, un outil au service des élus

### Gouvernance du RADD

La direction générale des services pilote et suit les étapes d'élaboration du RADD. La collecte des informations s'appuie sur un réseau composé de 14 référents répartis au sein des directions ou DGA.

Le comité de pilotage constitué des vice-présidents et vice-présidentes, de la DGS, des DGA et des SGA, et de certaines directions s'est réuni 2 fois : en février pour fixer les orientations du RADD 2026 et en septembre pour partager le résultat de l'analyse des politiques au regard des ODD. Ainsi, le RADD est proposé comme un outil d'aide à la décision pour les élus, dont ils peuvent se saisir préalablement au débat d'orientation budgétaire de novembre. En outre, toujours dans cet objectif, les élus ayant délégation du Président sont destinataires d'une fiche présentant l'impact de leur délégation sur les objectifs de développement durable.

### Le périmètre des ODD inclus dans l'analyse

Pour la présente analyse, les réflexions préalables à la rédaction du RADD ont conduit à retenir 16 ODD sur les 17. Le choix des ODD à retenir tient aussi compte des impacts indirects de l'action départementale (cas de l'ODD 14, qualité des milieux marins, en lien indirect avec la politique de l'eau et la lutte contre les dépôts sauvages de déchets). L'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs », qui traite des politiques en faveur des pays en voie de développement, a été exclu, car il ne s'agit pas aujourd'hui d'un levier d'actions retenu par l'exécutif. Les partenariats locaux ont été intégrés dans l'ODD 16, Paix, justice et institutions efficaces, les partenariats contribuant à ce dernier objectif. Sur les 169 cibles, 100 ont été conservées, compte tenu de l'action départementale.

Le RADD présente une appréciation du niveau d'impact de chaque politique sur les 16 ODD considérés, suivant une méthode construite avec les référents RADD. Ainsi, en identifiant les marges de manœuvre, le RADD devient un véritable outil d'aide à la décision pour les élus du Département, pour la définition des politiques publiques, à l'image d'autres bilans, mais ici sous l'angle du développement durable.

| Niveau | Graduation | Niveau d'impact de la politique sur l'objectif de développement durable |
|---|---|---|
| 0 | | **Pas de lien a priori à court/moyen terme entre la politique et l'ODD**<br>La politique, du fait de son objectif, de son périmètre et de ses modalités potentielles de mise en œuvre, ne permet pas d'agir a priori sur cet ODD. |
| 1 | | **Impact potentiel théorique**<br>Impact possible (dans des limites de moyens raisonnables), mais l'objectif n'est aujourd'hui pas traité à travers les modalités de mise en œuvre. |
| 2 | | **Impact indirect**<br>Au moins de niveau 2 dans une chaîne d'impact. |
| 3 | | **Impact direct limité / faible**<br>Impacts faibles : périmètre limité, autres leviers / autres acteurs plus contributifs, cadre de mise en œuvre non pérennisé / en dehors d'une stratégie d'ensemble. |
| 4 | + | **Impact direct significatif**<br>Impact significatif / Cadre de mise en œuvre pérenne, global et cohérent. |
| 5 | ++ | **Impact direct majeur**<br>Impact majeur / exemplarité : dépassement des obligations réglementaires et/ou portage et engagement politique fort et/ou dans la durée. |

| | Libellé de l'ODD | Cibles adaptées au Département de Seine-et-Marne |
|---|---|---|
|  | Éliminer l'extrême pauvreté. | Accès aux ressources et aux services de base - Protection sociale - Vulnérabilité et résilience des plus pauvres. |
|  | Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. | Faim – Alimentation saine - Malnutrition - Productivité et petits exploitants - Agriculture performante, viable et résiliente - Marchés de denrées alimentaires – Diversité génétique. |
|  | Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges. | Mortalité maternelle, prénatale et infantile - Maladies transmissibles et non transmissibles - Risques professionnels - Santé sexuelle et procréative - Conduites addictives - Santé environnement - Services de santé - Accidents de la route. |
|  | Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. | Éducation scolaire pour tous - Soins et éducation préscolaires - Formation professionnelle - Compétences et accès à l'emploi - Éducation pour le développement durable - Égalité des chances - Apprentissages fondamentaux – Connaissances sur développement durable pour tous. |
|  | Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. | Lutte contre les discriminations – Lutte contre les violences faites aux femmes et filles - Politique d'égalité - Participation et accès aux postes de directions - Santé sexuelle et procréation. |
|  | Garantir l'accès à tous à l'eau et à l'assainissement, et assurer une gestion durable des ressources en eau. | Accès à l'eau potable, aux services d'assainissement et d'hygiène à un coût abordable - Qualité de l'eau - Gestion durable et intégrée des ressources en eau - Protection et restauration des écosystèmes. |
|  | Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. | Accès aux services énergétiques à un coût abordable - Énergie renouvelable et de récupération - Efficacité énergétique. |
|  | Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. | Productivité économique - Développement des TPE et PME - Croissance économique durable - Plein emploi et travail décent - Accès des jeunes à l'emploi et à la formation - Droit et sécurité au travail - Tourisme durable - Mise en valeur des cultures et produits locaux - Accès aux services bancaires, financiers et assurances. |
|  | Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation. | Infrastructures de transport, réseaux et industrialisation durables, résilientes et accessibles - Accès aux technologies de l'information et des communications. |
|  | Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre | Évolution des revenus des plus pauvres - Autonomisation et intégration sociale, économique et politique de tous - Égalité des chances. |

| | Libellé de l'ODD | Cibles adaptées au Département de Seine-et-Marne |
|---|---|---|
|  | Faire en sorte que les villes et les établissements soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. | Accès à un logement décent - Transports sûrs, accessibles et viables - Urbanisation durable - Préservation du patrimoine culturel et naturel mondial - Réduction de l'exposition aux catastrophes naturelles - Développement des villes moins impactant (air, déchets) - Espaces verts et espaces publics sûrs pour tous. |
|  | Établir des modes de consommation et de production durables. | Gestion durable des ressources naturelles - Gaspillage alimentaire - Gestion écologique des déchets et des produits chimiques - Réduction des déchets - Marchés publics durables - Information et connaissance sur le développement durable pour tous. |
|  | Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions. | Résilience - Adaptation - Atténuation - Politiques climatiques. |
|  | Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. | Réduction de la pollution en mer (déchets, nutriments). |
|  | Préserver et restaurer les écosystèmes continentaux en les exploitant durablement, gérer durablement les forêts, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols, mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité. | Préservation des écosystèmes continentaux y compris les milieux aquatiques hors marins et littoraux - Gestion durable des forêts - Préservation des sols - Biodiversité et espèces menacées - Espèces envahissantes. |
|  | Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques ouvertes à tous aux fins du DD, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. | Maltraitance et exploitation des enfants - Institutions efficaces, responsables - Partenariats - Participation et représentation de tous les niveaux dans les décisions - Accès public à l'information et protection des libertés fondamentales. |

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

# BILAN DES ACTIONS CONDUITES AU TITRE DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DU DÉPARTEMENT ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE



# DES FINANCEMENTS MOBILISÉS AU SERVICE DES INVESTISSEMENTS DÉPARTEMENTAUX DURABLES

*« Chaque euro investi doit préparer l'avenir. Avec le budget vert, nous mesurons mieux l'impact de nos investissements. Les emprunts verts nous permettent de financer des collèges et des mobilités durables, sans renoncer aux besoins des Seine-et-Marnais. »*
***Jean-François Parigi***

ODD

| | | | + | | | + | | | | + | + | + | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Établir un budget vert permettant de suivre l'impact environnemental des investissements** 16

**Faire appel à des emprunts verts pour les investissements visant la transition écologique** 3 4 6 7 11 12 13 15

## Des actions exemplaires

### Des premiers résultats pour le budget vert du Département



En application du Pacte vert pour l'Europe de décembre 2019, la loi de Finances introduit, pour les collectivités territoriales et établissements publics de plus de 3 500 habitants, l'obligation d'une démarche de budgétisation verte des dépenses d'investissement. Sa complétude est réalisée progressivement sur 3 ans. En 2024, la première édition détaillait 1 axe de développement durable sur 6. En 2025, ce sont 2 axes qui seront détaillés. Ainsi, c'est dans 3 ans que sera posé un budget vert complètement opérationnel qui pourra permettre de disposer d'un référentiel et de réaliser des comparaisons pour vérifier les évolutions des pratiques en matière de développement durable. En 2025, pour l'axe 1 « Atténuation du changement climatique », les actions favorables et neutres représentent 94 % du total du périmètre étudié ; pour l'axe 6 (préservation de la biodiversité) elles représentent 61 %.

### Les banques accompagnent le Département dans ses choix en faveur de la transition écologique




En 2025, le Département détient un contrat de prêt auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) d'un montant de 140 M€ permettant le financement d'opérations de construction ou réhabilitation de collèges (de 2020 à 2026) contribuant au développement durable : efficacité énergétique en lien avec les contrats de performance énergétique (CPE), accessibilité aux personnes à mobilité réduite, végétalisation des cours… En outre, sur les 195 M€ empruntés en 2025, 40 % (80 M€) sont des emprunts verts. Ils ont été conclus auprès de la Banque des Territoires (50 M€) et du Crédit Agricole (30 M€) afin de financer des investissements à portée environnementale, principalement pour des projets de mobilité quotidienne propre et décarbonée (Tzen2 notamment).

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# UNE GESTION RIGOUREUSE ET RESPONSABLE DES MOYENS PUBLICS

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | | | | | + |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**La recherche d'une meilleure prise en charge des usagers grâce au contrôle de gestion** 16
Audits et études auprès des services et partenaires du Département – Évaluation des risques financiers des principaux partenaires – Contrôle interne de l'utilisation des fonds européens

**La lutte contre les atteintes à la probité pour améliorer la confiance des usagers** 4 16
Sensibilisation et formation sur la probité – Dispositif d'alerte éthique

## Des actions exemplaires

### Des audits pour une utilisation responsable des fonds publics



Dans un contexte de contraintes budgétaires plus fortes, le Département travaille à l'optimisation de l'utilisation des fonds publics. En 2025, une étude a été réalisée sur les modalités d'utilisation des véhicules de service par les agents. Elle permet de réinterroger le dimensionnement des flottes au regard de leur utilisation et de l'incorporation de nouvelles pratiques telles que le télétravail, ou de contraintes externes telles que l'accroissement des difficultés de circulation dans certains secteurs. C'est également l'occasion de sensibiliser les agents aux problématiques d'optimisation des ressources.

### Poursuite des actions de formation et de sensibilisation interne à la probité




Les sessions de formation mises en place en 2024 ont été reconduites et intégrées dans le « parcours manageur ». Plus de 60 % des manageurs de la collectivité ont été formés. En parallèle, les actions de sensibilisation ont été renouvelées (webinaire, affiches dans les locaux de la collectivité, publications dans le magazine interne). La prévention des conflits d'intérêts pouvant apparaître à l'occasion des commissions d'appel d'offres, des jurys de concours, de l'attribution des subventions par le Conseil départemental, a été renforcée. Les élus sont à présent appuyés par un référent déontologue dédié.

### Extension de la démarche de probité aux partenaires et co-contractants

En novembre 2025, le Département a présenté à ses organismes associés son dispositif de risque anti-corruption, afin de leur partager sa méthodologie et qu'ils puissent le cas échéant adopter leur propre démarche. Un système d'alerte éthique a été mis en place à l'attention de co-contractants de ses marchés publics, porté à la connaissance des entreprises via le site internet du Département et les pièces des marchés publics.



# UN DÉPARTEMENT EMPLOYEUR ATTRACTIF ET ATTENTIF À SES COLLABORATEURS

*« Nous plaçons l'humain au cœur de notre action : protection sociale, qualité de vie au travail, inclusion, prévention, formation et égalité professionnelle. Notre ambition : un Département attractif, protecteur et attentif à ses agents. »*
***Daisy Luczak***

ODD

| ++ | | ++ | + | ++ | | | + | | ++ | + | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des agents** 1 3 8 10
Maintien des campagnes de revalorisation et de la possibilité de monétiser des congés – Protection sociale complémentaire - Indemnité d'installation pour les assistants familiaux (nouveaux ou en surcapacité et accueillant des enfants en bas âge)

**La poursuite d'une dynamique d'attractivité, s'axant aussi sur l'emploi local** 3 8 10
Accueil d'internes en médecine - Forum de l'emploi et participation aux évènements liés à l'emploi - Organisation de recrutements éclairs (collèges) – Convention favorisant l'engagement d'agents pour être pompiers volontaires - Campagne de publicité pour le recrutement d'assistants familiaux

**Un plan égalité professionnelle femme – homme 2024-2026** 5 8 11
Lutte contre les violences sexuelles, sexistes, harcèlement - Représentation des femmes dans les postes d'encadrement - Élaboration de l'Index (rémunération femmes-hommes) – Étude des avancements de grade selon le genre et au prorata des promouvables

**Une implication du Département pour l'accueil et le maintien dans l'emploi** 1 3 4 8 10
Accompagnement des personnes en situation de handicap et/ou dans une démarche de reconnaissance de leur handicap - Accompagnement au reclassement pour les agents déclarés inaptes - Formation et insertion professionnelle des jeunes - Non-discrimination pour le recrutement

## Des actions exemplaires

### Maintien de la politique d'accueil des internes en médecine

Le Département poursuit son action d'accueil des jeunes internes en médecine dans les services PMI des maisons départementales des solidarités, pour lutter contre la désertification médicale et contribuer à la dynamique d'attractivité de la Seine-et-Marne. Ils sont encadrés par des médecins maître de stage agréés. En 2025, trois nouveaux internes ont été accueillis en PMI.

### Protection sociale complémentaire - Mise en place d'un contrat de prévoyance à adhésion obligatoire

Le Département a anticipé la loi du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux, en mettant en œuvre dès le 1er janvier un contrat collectif obligatoire pour le risque prévoyance. Afin d'alléger la charge financière pour les agents, le Département a pris à sa charge 50 % de la cotisation mensuelle. Cette démarche exemplaire de protection de plus de 4 430 agents territoriaux des services départementaux implique un investissement financier de la collectivité de plus d'un million d'euros.

### Politique handicap – 5e convention FIPHFP

DuoDay 2025

En 2025, le Département s'est réengagé pour la cinquième fois dans le fonds d'insertion des agents en situation de handicap, pour une durée de trois années. Plusieurs actions sont réalisées chaque année, marquant l'engagement du Département pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap : journée d'échanges entre agents (DuoDay), conférences sur la santé mentale, visites d'établissement, campagnes de recensement, etc. Les axes de la convention 2025-2027 mettent notamment en évidence la sensibilisation, le recrutement, le maintien dans l'emploi, la communication, avec la volonté affirmée de renforcer la dynamique d'inclusion.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# FORMER LES AGENTS ET ACCOMPAGNER LES PARCOURS PROFESSIONNELS

ODD

| | | | + | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

SCHÉMA DIRECTEUR DE L'ÉNERGIE SDE77

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Une offre de formations qualifiantes et innovantes** 4 5 8 13

Actions de formation complémentaires en faveur de l'inclusion, de l'égalité professionnelle femmes/hommes et de la prévention des risques psychosociaux - Consolidation des savoirs de base et lutte contre l'illettrisme - Formation et accompagnement des agents (bilan de parcours professionnel, plan individuel de compétences, préparation interne aux concours) – Réduction des GES par les formations à distance

**Un dispositif d'accompagnement et d'information tout au long de la vie professionnelle** 4 7 8 13

Formation et insertion professionnelle des jeunes (apprentis et stagiaires) – Formation en lien avec le Schéma directeur de l'énergie et sensibilisations aux enjeux de transition écologique – Matinée des manageurs (bonnes pratiques et non-discrimination) – Réseau de formateurs – « Vis mon job » et stages immersifs – Webinaires « DRH à votre écoute », « expert des manageurs »

## Des actions exemplaires

### Mise en œuvre de parcours professionnels : l'exemple de l'École de cuisine



Le Département a initié un parcours de formation de 350 heures auprès du GRETA à destination des agents des collèges pour l'obtention d'un titre professionnel de cuisinier en restauration collective. 9 agents ont été diplômés en 2025, pour une nomination en tant que cuisinier dès janvier 2026.

Au-delà de la valorisation personnelle pour les agents (développement de nouvelles compétences, accès potentiel à moyen terme à un emploi de chef de cuisine), cette stratégie répond à des enjeux de recrutement sur un métier en tension, et de réponses qualitatives et sécuritaires sur la production alimentaire à l'attention des usagers.

### Promotion de l'évolution professionnelle : l'exemple des prépas aux concours internes

En décembre 2025, la collectivité a souhaité encourager l'évolution professionnelle des agents de la filière technique en proposant à 27 agents de suivre une préparation interne au concours de technicien. Cette proposition a permis d'adapter la formation au plus près des besoins des stagiaires, tout en veillant au rythme d'apprentissage et en évitant des déplacements importants compte tenu des localisations géographiques des centres de formation du CNFPT.

### Des formations courtes thématiques

L'offre de formation interne s'est développée en 2025 avec des webinaires experts à destination des manageurs de la collectivité. Cette première année a traité de la thématique des ressources humaines. La formation animée par deux professionnels experts de la collectivité a été conçue afin de favoriser les échanges et d'apporter des réponses, même aux questions les plus sensibles. Elle a été organisée en distanciel pour la rendre accessible au plus grand nombre.

seine&marne 77 LE DÉPARTEMENT | infos DRH **DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**

1 PAS DE PAUVRETÉ | 2 FAIM « ZÉRO » | 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ | 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES | 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT | 7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE | 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

# SANTÉ, SÉCURITÉ ET BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL : PRÉVENIR LES RISQUES ET PROTÉGER LES AGENTS

ODD

| + | + | ++ | + | + | | | + | + | + | | | + | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Des actions pour prévenir les risques professionnels et protéger les agents** 3 4 8 12

Plan d'action contre les violences externes - Prévention des risques professionnels et psychosociaux (formation, accompagnement, outils, ergonomie, addictions, etc.) - Actions pour la qualité de vie au travail (dispositif d'accompagnement, fourniture de vêtements de travail ajustée aux besoins, ergonomie des postes et expérimentation d'EPI, actions de prévention des risques professionnels)

**Une politique pour aider à concilier vie professionnelle et vie personnelle** 1 2 5 8 9 10 13 16

Aide sociale (difficultés financières, prévoyance complémentaire, restauration et rentrée scolaire, adhésion clubs sportifs et activités culturelles, etc.) - Infrastructures numériques pour le télétravail - Intégration des nouveaux agents - Aide à la garde des enfants - Réduction des GES, frais de carburants et risques d'accidents routiers avec le télétravail - Co-construction d'outils – Recherche systématique de conciliation du lieu de travail et du lieu de domicile

## Des actions exemplaires




### Poursuite de l'expérimentation d'exosquelettes afin de réduire les contraintes articulaires et musculaires

Le Département poursuit cette démarche expérimentale d'intégration d'exosquelettes initiée en 2024. Les exosquelettes affectés aux mécaniciens sont toujours utilisés et les tests se poursuivent au poste de magasinier. L'expérimentation du port d'exosquelette par les agents des Espaces Naturels Sensibles (ENS) a été mise en œuvre pour l'activité de débroussaillage, afin de réduire les contraintes posturales. L'expérimentation par les agents en charge de l'entretien des routes, arrivée à son terme pour certaines activités, a permis de faire évoluer les façons de travailler (suppression de certains gestes répétitifs et des contraintes posturales) entraînant un bénéfice important pour la santé des agents. Un bilan global sera effectué en 2026.

### Expérimentation de vêtements de protection contre la chaleur

Afin de réduire les risques professionnels liés aux fortes chaleurs, le Département a expérimenté à l'été 2025 le port de vêtements rafraîchissants (bandeau-casque, manchettes, gilet avec pack), qui utilisent de nouvelles technologies pour diffuser une sensation de fraîcheur régulée.

Les tests ont porté sur les agents les plus exposés aux fortes chaleurs (activités sur les routes départementales ou en Espaces Naturels Sensibles (ENS)). Les résultats des expérimentations ont été mitigés selon les personnes et environnements concernés. Le bandeau-casque a par exemple été retenu pour les agents des ENS. La collectivité reste en veille sur les développements de ces nouvelles technologies.







9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# VERS UNE CULTURE DU « NUMÉRIQUE RESPONSABLE » AU DÉPARTEMENT

ODD

| | | + | + | | | | | ++ | + | | + | + | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Vers un espace numérique enrichi et mieux sécurisé** 4 9

Sensibilisation sur la cybersécurité et accompagnement à la prise en main des outils - Nouveaux outils collaboratifs et services pour un usage du numérique responsable

**Télétravail : un cadre repensé pour le bien-être, l'engagement et la performance** 1 3 10 11 12 13

Économie de déplacements – Dispositif pour l'ergonomie des postes des agents en télétravail – Meilleure intégration du télétravail et du distanciel – Réduction des nuisances liées aux déplacements (pollutions, gaz à effet de serre) – Réduction des déchets

## Des actions exemplaires

### Un nouvel espace numérique plus vertueux




Myriade est le nouvel espace numérique mis en place pour remplacer Sésame et les espaces partagés existants. Cette solution est à la fois plus intuitive, plus complète fonctionnellement, plus accessible et renforcée sur le plan de la sécurité.

Les directions ont été invitées à anticiper cette transition en revisitant leurs pratiques d'archivage et en se préparant à une gestion optimisée de tous leurs espaces de stockage. Elles sont accompagnées par la direction des archives départementales afin de mettre en place une méthode commune et adaptée aux besoins des métiers. Cette phase préparatoire vise à garantir une migration fiable et sécurisée des données, qui continuera en 2026. Elle constitue également une première étape de sensibilisation des agents à un usage plus responsable du numérique, en les incitant à conserver uniquement les fichiers essentiels et à limiter la multiplication des versions.

### Des agents acteurs de la sécurité numérique




La solution Kamaé, lancée à l'occasion du cyber-mois d'octobre 2024, connaît une forte appropriation de la part des agents, qui s'y connectent régulièrement depuis cette date : c'est devenu un réflexe chaque mois pour une grande majorité d'agents.

Le réseau de référents RGPD qui a été mis en place au sein de chaque direction est efficace en relayant les différentes actions sur la sécurité et en suivant et en motivant les agents à utiliser Kamaé.

Un séminaire annuel est organisé avec l'ensemble des référents pour répondre à leurs interrogations, leur présenter les actions de la collectivité et les nouveautés réglementaires. Ce séminaire permet aussi aux référents d'échanger sur leurs expériences au sein de leur direction.



# UN PATRIMOINE BÂTI SAIN PROGRESSIVEMENT MOINS ÉNERGIVORE ET MOINS VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

*« Rendre nos collèges moins énergivores passe aussi par la mobilisation des élèves. Avec la Cité Éco-Logique et le challenge CUBE.S, nous donnons aussi aux collégiens les moyens d'agir. »*
***Christian Robache***

ODD

| | | | + | | | + | | | + | | | + | + | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Répondre aux besoins des jeunes Seine-et-Marnais et des usagers des bâtiments** 4 10
Construction et équipement des collèges – Mise en conformité des bâtiments en matière d'accessibilité

**Mobiliser des moyens et planifier pour répondre à l'ambition du décret tertiaire** 4 7 13
Généralisation des CPE, autoconsommation d'énergie renouvelable, recherche de financement en matière énergétique, chaleur renouvelable, suivi des consommations, gestion et maintenance assistée par ordinateur (GMAO), performance énergétique du bâti, confort d'été, sensibilisation des élus et agents, professionnalisation des agents d'entretien technique

**Renforcer la qualité environnementale des bâtiments et de leur entretien** 3 6 7 11 12 13
Bâtiments propices à la santé et au bien-être (HQE, bois, etc.) – Réduction des consommations en eau - Analyse de la qualité de l'air intérieur – Gestion des déchets de chantier - Nettoyage écologique des bâtiments

## Des actions exemplaires

### La Cité Éco-Logique : un levier pour sensibiliser les collégiens à la transition écologique




Inaugurée en 2025 au collège Beaumarchais de Meaux, la Cité Éco-Logique s'inscrit dans une démarche de sensibilisation portée par le Département de Seine-et-Marne et l'entreprise Cram, titulaire du marché CPE2 vague 1. Composée de deux tiny houses en matériaux recyclés et d'un espace extérieur, elle propose une expérience immersive à destination des collégiens et du personnel. Pendant 30 minutes, les participants résolvent en équipe des énigmes sur l'énergie, les déchets et la consommation responsable. Déjà 1 400 personnes y ont participé, accompagnées de médiateurs, afin d'adopter des gestes durables de manière concrète et collective, en complément d'actions techniques menées dans les établissements.

### Le collège des Remparts à Rozay-en-Brie récompensé pour ses économies d'énergie



Le challenge CUBE.S est un concours national incitant les établissements scolaires à réduire leur consommation d'énergie grâce à une mobilisation collective. En 2025, 5 collèges de Seine-et-Marne y ont participé. Le collège des Remparts à Rozay-en-Brie a remporté le prix de "l'intégration au programme pédagogique" avec des actions variées : affiches, quiz, semaine thématique avec des activités interdisciplinaires (calligramme et abécédaire du développement durable en français, étude de l'effet de serre et de la géothermie en SVT, création de « nudges » en arts plastiques, relais de l'énergie en EPS). Les éco-délégués ont joué un rôle central. Résultat : une baisse de 12,9 % de la consommation énergétique, encourageant la poursuite des efforts.



# DES VÉHICULES DÉPARTEMENTAUX PROGRESSIVEMENT PLUS PROPRES ET MOINS DÉPENDANTS DES ÉNERGIES FOSSILES

ODD

| | | | | | | + | | | | | | + | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Un mix énergétique adapté aux catégories et usages des véhicules internes** 3 4 7 13

Véhicules plus performants et plus sûrs – Formation à la conduite apaisée - Mobilités actives (vélos électriques) - Énergies renouvelables et décarbonées – Véhicules à faibles émissions

## Des actions exemplaires

### Une flotte en renouvellement

Afin de garantir des déplacements toujours plus performants et plus sûrs, la flotte du Département (hors gestion des routes départementales) est régulièrement et progressivement renouvelée.

En 2025, la flotte était composée de 798 véhicules : 32 nouveaux véhicules, parmi lesquels plusieurs véhicules hybrides, ont rejoint le parc interne, 53 en étant sortis. Ainsi, 40 % du parc est âgé de 6 ans ou moins.

Le parc de véhicules de la direction des routes, qui comporte déjà plusieurs véhicules roulant au bioGNV, a pour objectif de posséder 10 poids lourds roulant au bioGNV d'ici 2030.




### Acquisition de 10 vélos électriques

Pour les déplacements professionnels entre sites proches, les agents qui le souhaitent peuvent désormais compter sur 10 nouveaux vélos électriques qui ont été acquis en 2025, accompagnés de casques, gilets fluorescents et antivols dédiés.

Le moteur électrique apporte un soutien à l'effort bienvenu pour le confort d'utilisation de cette mobilité active, notamment en été, ou encore pour compenser les dénivelés qui peuvent parfois être importants.



1 PAS DE PAUVRETÉ | 2 FAIM « ZÉRO » | 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ | 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES | 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT | 7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE | 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

# UNE POLITIQUE DE PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS ISSUS DES ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT

ODD

| | | + | + | | | | | ++ | | + | ++ | + | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Vers une empreinte papier allégée et une amélioration continue de la valorisation des anciens équipements électroniques** 9 12 13 15
Politique d'impression centralisée et de dématérialisation – Optimisation de la création – Impression partiellement en régie – Seconde vie aux papiers – Collecte et valorisation des cartouches et DEEE – Label Imprim'Vert - Papier d'origine durable

**Vers une restauration collective plus durable** 4 7 8 11 12 13
Table de tri et sensibilisation des élèves - Valorisation des biodéchets (biométhane, compost) - Emplois locaux (marché de collecte et traitement des biodéchets) – Limitation des émissions de GES par des véhicules de collecte roulant au bioGNV

**Un nettoiement des locaux moins impactant pour l'environnement et la santé des agents** 3 6 12 13
Mécanisation et méthode de pré-imprégnation (amélioration des conditions de travail des agents des collèges, économies d'eau et de détergent)

**Le Département, en pointe dans la gestion durable des matériaux des routes départementales** 3 4 6 7 9 11 12 13
Techniques d'entretien limitant les émissions de polluants - Formation auprès des maîtres d'ouvrage – Économies d'eau et d'énergie – Diminution des GES - Recyclage et réemploi de matériaux

## Des actions exemplaires

### Des chantiers routiers acteurs de l'économie circulaire

Le Département poursuit sa démarche d'intégration de matériaux recyclés et de réemploi sur place des couches de roulement. Ces techniques permettent de limiter les apports en matériaux et les impacts environnementaux associés. À titre d'exemple pour 2025, le chantier de renforcement de la route départementale 1036 a été réalisé en intégrant jusqu'à 50 % de matériaux recyclés, ou encore les travaux du Grand Itinéraire Cyclable n° 1, pour lesquels des matériaux ont été réemployés sur place.

### Les dernières optimisations des usages du papier




Le Département a repris en régie les impressions de son journal interne « Regards », celles des communications sur le TZEN 2, ainsi que celles des courriers émis par les directions métiers (incluant leur mise sous pli). Les distances parcourues par ces dizaines de milliers de feuilles ont ainsi été limitées, et les impacts associés au transport en ont été réduits d'autant.

Par ailleurs, la démarche « Donnons une seconde vie à nos papiers » a porté ses premiers fruits, avec la fabrication de 50 blocs de brouillon de récupération.

### La valorisation des biodéchets étendue à tous les collèges publics

La collecte des déchets alimentaires des collèges couvre, à fin 2025, 129 collèges sur 135. Suivant les prescriptions du cahier des charges, les prestataires réalisant ces collectes limitent leurs impacts liés aux transports, d'une part en privilégiant les motorisations décarbonées (notamment avec le bioGNV) et d'autre part en recherchant les plus courtes distances aux exutoires. La valorisation des déchets alimentaires par compostage et méthanisation permet de produire du fertilisant pour les sols et les plantes, et de l'énergie (biométhane), utilisés localement.




9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# LA COMMANDE PUBLIQUE AU SERVICE DES ACHATS RESPONSABLES

ODD

| | | | + | | | | + | + | + | | + | + | | | + |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Une commande publique mieux encadrée** 4 12 16
Formation interne marchés publics (volet développement durable) - Simplification de la commande publique

**Des marchés socio-responsables** 1 2 3 5 8 9 10 13 16
Clauses sociales (insertion) - Respect des obligations sur l'égalité professionnelle femme-homme pour candidater aux marchés publics - Accès des TPE/PME - Dématérialisation - MP réservés - Accès public à l'information / partenariats (comité départemental insertion ; salon de l'achat public, *Charte relations fournisseurs et achats responsables*)

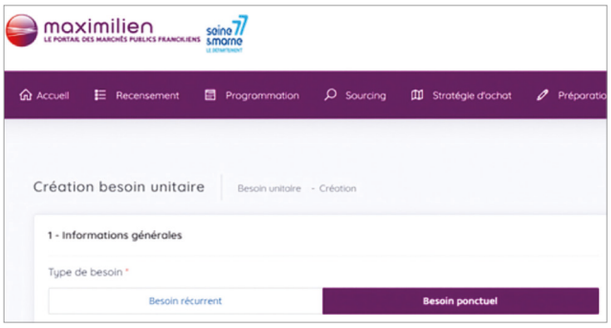
**Des clauses environnementales pour des marchés éco-responsables** 6 7 11 12 13 15
Gestion durable et intégrée des ressources - Résilience, atténuation et adaptation au changement climatique - *Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables*

## Des actions exemplaires

### Optimisation des pratiques responsables avec les fournisseurs (Charte RFAR)

En cohérence avec son *Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables* (Spaser), le Département s'est engagé à travers la *Charte relations fournisseurs et achats responsables* (RFAR) à poursuivre la mise en œuvre de pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs. Plusieurs projets traduisent cet engagement : clause d'insertion, formation au coût global, liens avec les fédérations et rencontres des entreprises, salon de l'achat public, chantier sur les risques de dépendance économique lancé, etc. La charte prévoit aussi des interfaces entreprises avec la formation d'un médiateur interne et pilote RFAR.




### Déploiement du système informatique d'achat Maximilien pour toutes les directions

Le Département a déployé un outil digital partagé de programmation des achats, assurant la centralisation des besoins en achats de la collectivité. Au-delà des objectifs de performance et de transparence, l'outil vise à décloisonner les directions en offrant un référentiel unique commun pour planifier, prioriser et tracer les besoins. Il permet aussi d'assurer le suivi de l'état d'avancement des stratégies d'achat entre les directions.






9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

# BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES

## PILIER SOCIAL



# LE DÉPARTEMENT, CHEF DE FILE DE L'ACTION SOCIALE

*« La solidarité commence par la proximité. Dans nos maisons départementales des solidarités, nous soutenons les familles et offrons à leurs aidants les solutions dont ils ont tant besoin. »*
***Bernard Cozic***

ODD

| ++ | + | + | | + | | + | | ++ | ++ | + | | | | | ++ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Le Département coordonnateur des solidarités** 1 7 9 10 16
Politique sociale et médico-sociale pour les publics en difficulté - Rénovation des foyers d'urgence / ESMS – Dématérialisation des dossiers et des demandes aux services sociaux – Partenariats renforcés à travers de nouveaux schémas et plans (autonomie, handicap, insertion, protection des enfants et des familles, etc.) – Plan de prévention pour limiter le recours aux demandes de mesures, éviter certains placements en soutenant au maximum les fonctions parentales dès le plus jeune âge

**Des lieux d'accueil de proximité pour les Seine-et-Marnais qui continuent à se déployer** 3 4 8 9 10
Accès des plus vulnérables à la santé et à l'accompagnement social : maisons départementales des solidarités (MDS), points autonomie territoriaux (PAT) – Accès aux services numériques dans toutes les MDS

**Un soutien pour satisfaire les besoins fondamentaux des Seine-et-Marnais** 1 2 3 5 10 11 16
Soutien aux associations caritatives pour les besoins fondamentaux (aides alimentaires, vestimentaires et financières, logement, santé, vacances, culture), lutte contre les violences intrafamiliales, accès aux droits, insertion sociale et médico-sociale – Aide à la restauration des collégiens (Cantinéo77)

## Des actions exemplaires

### Un temps d'apaisement pour les aidants

La 2e édition de « La bulle de détente » s'est tenue en novembre 2025 à la MDS de Montereau, à destination des aidants. 33 participants âgés de 1 à 73 ans ont profité d'activités variées : spectacle animalier, massages, sport adapté, ateliers et jeux. Ce moment convivial a favorisé détente, bien-être et partage. L'événement a renforcé le lien social et encouragé la mise en pratique d'activités transposables au quotidien. Très investis, les professionnels et les prestataires ont contribué à la réussite de cette demi-journée.



### « Ces années incroyables » : une vraie réponse aux objectifs du plan de prévention et de protection de l'enfance




Depuis plusieurs années, les MDS de Chelles, Lagny et Provins accompagnent les parents d'enfants de moins de 11 ans souhaitant relever le défi d'une parentalité plus épanouie. Un programme innovant « *Ces années incroyables* » a été mis en place pour renforcer, en 14 séances, les compétences parentales par des échanges et mises en pratique, sans jugement de valeur, sur des situations de la vie quotidienne que les parents pourront reproduire à la maison avec leurs enfants. Les professionnels formés à la méthode soutiennent les parents dans leurs questionnements et les aident à trouver leurs propres solutions. Un parent écouté et valorisé, c'est un parent outillé pour répondre favorablement et sereinement à son enfant.



# DONNER UN ACCÈS AUX SOINS À TOUS LES SEINE-ET-MARNAIS PAR LES SERVICES DE LA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE ET EN LUTTANT CONTRE LA DÉSERTIFICATION MÉDICALE

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| + | | ++ | + | ++ | | | | + | ++ | | | | | | ++ |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Apporter, avec la PMI, un service public d'accueil, de conseils et de consultations pour les femmes enceintes et les enfants de 0 à 6 ans ainsi que leurs parents** 1 2 3 4 5 7 8 10 12 13 16

Accès à la santé, vaccinations, conseils sur l'alimentation du nourrisson et sur les polluants, protection de l'enfance, éducation à la vie affective et sexuelle, partenariats - Soutien aux établissements d'accueil du jeune enfant, crèches à vocation insertion professionnelle, etc. - Fonctionnement responsable : véhicules électriques, clauses éthiques des marchés, efficacité (dématérialisation)

**Faciliter l'accès à la contraception et lutter contre les violences intrafamiliales avec les centres de santé sexuelle** 3 4 5 10 16

Mobilisation des professionnelles : infirmières de planification, sage-femme, conseillère conjugale et familiale (action dans les collèges et lycées) – Offre IVG médicamenteuse

**Déployer des outils de lutte contre la désertification médicale** 3 8 9

Attractivité pour les professionnels de la santé – Solutions innovantes de télémédecine (télécabines médicales, médibus, matériel connecté) – Accueil d'internes en PMI

## Des actions exemplaires

### Des ateliers « Nesting » (WECF) pour informer sur l'exposition aux pollutions dans le quotidien



En 2025, une action de sensibilisation aux polluants du quotidien durant les 1 000 premiers jours de l'enfant, a été menée auprès de professionnels de PMI. 10 services ont été formés. Cette démarche de prévention cible une période clé de l'enfant et vise à réduire les maladies chroniques futures. Les professionnels formés sensibilisent ensuite les parents aux produits alimentaires, domestiques, d'hygiène et au matériel nécessaire aux tout-petits. Cette action sera poursuivie en 2026.




### Un nouveau dispositif « Parents à Petits Pas » pour préserver la santé mentale des familles

Un local dédié à la prévention en santé mentale et au bien-être du jeune enfant de 0 à 4 ans et de ses parents a ouvert à Villeparisis. Il propose des ateliers collectifs et des accompagnements pour rompre l'isolement des familles. Ciblant des territoires fragilisés, ce dispositif favorise l'accès à la prévention via une approche inclusive et pluridisciplinaire, et prévient les troubles psycho-affectifs. Tiers-lieu de proximité, il renforce le lien social, la sécurité et la cohésion dans le quartier.

### Octobre rose : pour le dépistage précoce du cancer du sein




Le Département a renforcé la prévention du cancer du sein via une large communication et des actions de terrain (stands, mammobus, ateliers d'autopalpation) dans plusieurs villes. Ces initiatives ont été valorisées en ligne et accompagnées de supports diffusés en MDS, dont un film pédagogique. Face à un enjeu majeur de santé publique, cette action favorise le dépistage précoce (9 guérisons sur 10) et s'intègre au parcours de prévention en santé des femmes en PMI.



# UNE POLITIQUE AMBITIEUSE POUR UNE MEILLEURE PRÉVENTION ET PROTECTION DES ENFANTS ET DES FAMILLES

*« Parce qu'être parent peut être difficile, soutenir les familles, prévenir les fragilités et accompagner chaque jeune dans son parcours est essentiel. Aucun enfant ni aucune famille ne doit rester sans soutien face aux difficultés. »*
***Anne Gbiorczyk***

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ++ | | ++ | + | | | + | + | ++ | ++ | + | | | | | ++ |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Garantir la qualité de l'accueil des enfants confiés et de meilleures conditions de travail pour les agents avec un schéma de protection de l'enfance et des outils** 1 3 4 7 8 9 10 11 13 16
Renforcement de la prévention auprès des familles (équipe mobile « ados », développement de l'accompagnement des tiers dignes de confiance, etc.) - Qualité de vie des enfants de l'ASE (réduction des inégalités, scolarisation, hébergement, rénovation des foyers, formation des professionnels, etc.) - Sortie positive de l'ASE (couverture santé, accompagnement vers l'emploi et le logement, etc.) - Transition numérique de l'ASE

**Renforcer les actions de protection des mineurs victimes du phénomène prostitutionnel** 5 16
Coordination des acteurs - Conventionnement avec des acteurs relais – Guide pour mieux repérer et protéger les enfants en danger

## Des actions exemplaires

### La lutte contre le phénomène prostitutionnel des mineurs renforcée

En 2025, le Département a adopté une nouvelle convention triennale avec l'Amicale du Nid, association spécialisée dans la lutte contre la prostitution et l'accompagnement des victimes de prostitution. Grâce à l'extension du périmètre d'action, les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) peuvent désormais bénéficier d'un accompagnement.



### De nouveaux partenariats et outils pour la protection des enfants en danger

Le 4 décembre 2025, le protocole relatif à la gestion des informations préoccupantes de l'enfance en danger a été signé conjointement par les institutions partenaires : tribunaux judiciaires, Éducation nationale, gendarmerie, police, ordre des médecins. Un guide à destination des professionnels a été élaboré à cette occasion, permettant de rappeler la notion de danger, la procédure et les acteurs. Ce guide doit ainsi permettre d'améliorer le repérage du danger et de fluidifier le circuit des informations préoccupantes.



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# UNE POLITIQUE POUR ÊTRE EXEMPLAIRE SUR LE HANDICAP ET UN SCHÉMA DE L'AUTONOMIE QUI PRÉPARE L'AVENIR

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ++ | ++ | | | | + | + | ++ | + | | | | | + |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Le handicap, une priorité de l'exécutif intégrée dans l'ensemble de ses politiques publiques** 4 8 10 16
Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) – Transport adapté pour la scolarisation des enfants – Accès à la culture et à la pratique artistique - Insertion professionnelle – Handisports – Accessibilité des sites départementaux (collèges, maisons départementales des solidarités, administration, espaces naturels sensibles) – Comité des usagers en situation de handicap

**Simplifier les démarches pour accompagner la perte d'autonomie et les aidants** 1 2 3 9 11 16
Aides sociales - Lutte contre la dénutrition – Adaptation des logements – Accès à distance des services pour les usagers – Reconnaissance mutuelle des évaluations (RME) – Schéma de l'autonomie

**Rendre attractifs les métiers du secteur pour répondre aux besoins croissants des Seine-et-Marnais** 8
Contribution au fonds de soutien à la mobilité des services d'aide à domicile pour l'achat de véhicules électriques – Élargissement sur les fonds propres du Département du Ségur de la santé à l'ensemble des personnels des établissements pour adultes en perte d'autonomie – Plate-forme des métiers de l'autonomie

## Des actions exemplaires

### Un Comité des usagers en situation de handicap pour échanger sur les politiques du Département



Le Département a institué un comité des usagers en situation de handicap qui se réunit 2 fois par an. Son objectif est de donner la parole à des personnes directement concernées par les politiques mises en œuvre par le Département, en dehors du champ médico-social. Les sujets de transports, de logements adaptés, d'emploi, d'accès aux sports, aux pratiques culturelles et aux espaces naturels ont été abordés en 2025. Ce comité présente la particularité de renouveler à chaque réunion les représentants « usagers » pour donner la parole à des profils n'ayant pas toujours voix au chapitre, comme des résidents en foyer d'hébergement lors de la rencontre du printemps 2025.

### Une simplification des procédures administratives au bénéfice des usagers

Le Département a renouvelé la convention de « reconnaissance mutuelle des évaluations » (RME) des situations des personnes âgées à domicile. Ce partenariat avec les caisses de retraite simplifie le parcours usager, avec une seule démarche à accomplir quelle que soit la conclusion : orientation vers le dispositif de soutien à domicile OSCAR (caisses de retraite) ou vers l'APA (Département).

### Réduire l'empreinte carbone des services d'aide à domicile

Le Département incite à la décarbonation des services d'aide à domicile. Les services d'aide à domicile ayant répondu au fonds Mobilité peuvent ainsi bénéficier d'un dispositif pour l'acquisition de véhicules à faible émission carbone, via un financement intégral de la CNSA. L'action du Département vise le soutien de l'achat ou la location d'un tel véhicule, aide conditionnée au recrutement avant fin 2026 d'une personne en insertion.



# UNE POLITIQUE POUR FAVORISER L'INSERTION ET L'EMPLOI DES PUBLICS QUI EN SONT ÉLOIGNÉS

*« Retrouver le chemin de l'emploi demande souvent de reprendre confiance. Avec de nouveaux parcours de remobilisation, nous proposons aux publics les plus éloignés de l'emploi, notamment aux jeunes, un accompagnement adapté à leur situation. »*
***Sarah Lacroix***

ODD

| ++ | | + | | | | | ++ | | ++ | | | | | | + |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Une offre d'insertion réadaptée dans le cadre de la seconde moitié du *Plan départemental d'insertion et de retour vers l'emploi (PDIE)*** 1 3 4 5 8 9 10 16
Actions interinstitutionnelles - Mise en œuvre de la loi pour le plein emploi à travers l'accompagnement rénové - Dispositifs pour le retour à l'emploi : revenu de solidarité active (RSA) et PDIE (accueil des jeunes enfants, accompagnement des femmes dans leur insertion, mobilités dans les zones rurales, santé, accès au numérique, etc.) - Dispositif d'accompagnement vers les métiers en tension (formations, etc.)

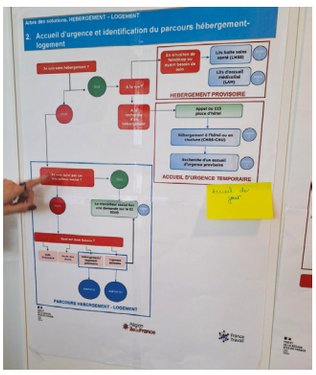
**Lutter contre la précarité des jeunes et aider à leur insertion : une priorité de l'exécutif** 1 2 4 8 10 11
Fonds d'aides aux jeunes (FAJ) : aide alimentaire, logement, formation, etc. - Soutien aux structures œuvrant à l'insertion des jeunes : écoles de la 2e chance, missions locales, etc. - Facilitation de l'accès au logement des jeunes notamment issus de l'aide sociale à l'enfance

## Des actions exemplaires

### 2025, une année de concrétisation pour le déploiement de la loi pour le plein emploi

La loi pour le plein emploi impose à partir de janvier 2025 l'inscription automatique des bénéficiaires du RSA à France Travail, avec un accompagnement rénové incluant 15 heures d'activités hebdomadaires (ajustement possible selon les situations individuelles). Elle renforce l'orientation et le suivi des parcours, accompagnés d'un dispositif de sanctions progressives. En réponse, le Département a développé de nouveaux outils : partenariat avec France Travail pour une orientation plus rapide et mieux adaptée aux besoins, développement du module VIESION pour le suivi des bénéficiaires, système rénové de sanctions s'inscrivant dans la logique du « juste droit ». Une convention État – Département (2025-2027) et un financement de 1,3 M€ soutiennent ces évolutions pour une insertion durable.




### Une refonte des dispositifs afin de favoriser l'insertion des publics

En lien avec les évolutions réglementaires prévues dans le cadre de la loi pour le plein emploi, l'offre d'insertion du Département s'est étoffée avec deux nouveaux parcours :

- le parcours santé-remobilisation apportant aux bénéficiaires du RSA un premier niveau d'information et d'accompagnement en lien avec la santé en complément de l'offre existante ;
- l'Insersation'aile, dispositif court permettant la remobilisation à travers une (re)prise de confiance en soi.

Ils visent à proposer une offre adaptée aux publics les plus éloignés de l'emploi et ce, dès leur entrée dans le dispositif RSA.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# UNE POLITIQUE RENFORCÉE DE DÉVELOPPEMENT DES FORMATIONS SUPÉRIEURES ET PROFESSIONNELLES AXÉE SUR L'ÉGALITÉ TERRITORIALE

*« L'avenir d'un jeune ne doit pas être dicté par son lieu de résidence. Avec le Tour des métiers 77, les Campus digitaux des formations et Orientis 77, nous facilitons l'accès à l'orientation et aux études pour tous les Seine-et-Marnais. »*
***Nathalie Beaulnes-Sereni***

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | ++ | | | | ++ | + | + | | | | | | + |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**L'innovation territoriale au service de l'égalité** 3 4 5 8 9 10 13 16
Réduction des inégalités sociales et territoriales - Renforcement de l'offre de formation pour répondre à la désertification médicale - Campus connectés – Sensibilisation aux stéréotypes de genre liés aux métiers – Développement de nouveaux partenariats (OPCO)

**Accompagner les étudiants vulnérables en soutenant la fondation de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)** 1 10
Fondation en faveur des publics vulnérables (handicap, précarité, logement, etc.)

## Des actions exemplaires




### Le « Tour des métiers » renforcé par de nouveaux partenariats

Le dispositif « Tour des métiers » est une offre de service mobile sur l'orientation scolaire et professionnelle, qui vise à mettre en relation un jeune avec une offre de formations, un demandeur d'emploi avec un métier. En 2025, le Département a développé un nouveau partenariat avec un opérateur de compétence (OPCO), afin d'aborder la question de l'emploi, de la formation et de l'apprentissage à l'échelle de filières économiques cohérentes. Le choix s'est porté sur les métiers de la finance et du conseil. Des objectifs ont été définis pour la découverte de ces métiers par les Seine-et-Marnais, au travers d'actions co-construites et coanimées, afin d'offrir à tous un accès équitable à l'information, d'aider chacun à mieux se connaître, à élargir ses perspectives et à construire son projet professionnel.

### Un accès aux formations supérieures pour tous avec les campus connectés

Le Département s'est associé aux universités Gustave Eiffel et Paris-Est Créteil pour développer des formations à distance type campus connecté. Le concept permet, dans un espace de co-learning proche de son lieu d'habitation (salles équipées de matériel informatique, multimédia, etc.), la poursuite des études supérieures en étant accompagné par un « coach » pendant l'ensemble du parcours universitaire. Les étudiants s'inscrivent principalement au CNED (Centre national d'enseignement à distance). Ils ont accès aux mêmes formations que les étudiants en présentiel dans les universités. Ce dispositif vise à apporter des moyens pour réussir leurs études supérieures, indépendamment des difficultés géographiques, urbaines et sociales (transport et logement). Le Département accompagne depuis 2023 les campus digitaux de formations de Nemours, Montereau et Provins.









9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES

## PILIER ENVIRONNEMENTAL ET CADRE DE VIE



# UNE MISSION EUROPE TOURNÉE VERS L'INSERTION SOCIALE ET LA MOBILISATION DES FINANCEMENTS EUROPÉENS AU BÉNÉFICE DES SEINE-ET-MARNAIS

*« L'Europe prend tout son sens lorsqu'elle se vit concrètement. Grâce aux concours proposés aux collégiens, nous leur faisons découvrir la citoyenneté européenne et les enjeux d'une alimentation plus durable. »*
***Sandrine Sosinski***

ODD

| + | | | + | | | | + | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**La mobilisation des fonds européens au profit de la transition écologique et de l'insertion sociale** 1 8 10 13 15
Fond social européen en faveur de l'insertion des publics éloignés de l'emploi – Opération « Élève ton arbre » dans les collèges

**Des actions de sensibilisation à l'Europe à destination du grand public** 3 4 5 10 12 16
Éducation et ouverture à la citoyenneté européenne pour tous - Concours Parlement européen en binôme fille/garçon - Concours de la ferme à la table pour un menu européen (alimentation durable)

## Des actions exemplaires

### Le Concours du Parlement européen des Collégiens 2025

En avril 2025, 54 élèves de 3e issus de 6 collèges de Seine-et-Marne ont simulé un Conseil parlementaire représentant les 27 pays de l'Union européenne, sur les enjeux du numérique. Par binôme mixte, ils ont défendu les positions de chacun des 27 pays et soumis au vote du Conseil trois amendements. Un jury d'élus et d'agents départementaux a évalué les argumentaires et désigné deux classes lauréates (Blanche de Castille et Beaumarchais), récompensées par une visite du Parlement européen à Bruxelles. Les autres classes ont découvert Europa Expérience à Paris.



### De la « Ferme à la table » en Seine-et-Marne

En 2025, le Centre Europe Direct 77 a organisé le concours « De la ferme à la table » pour sensibiliser des élèves de 3 collèges (Crouy-sur-Ourcq, Meaux, Esbly) à une alimentation saine et durable, suivant la stratégie européenne « Farm to Fork ». Les élèves des sections SEGPA spécialisation professionnelle hygiène-alimentation, qui ont bénéficié de visites et d'ateliers pédagogiques, ont créé des menus pour les restaurants scolaires, en utilisant des produits en circuit court. Chaque collège a remporté un prix : Meilleure entrée (Crouy /Ourcq), Meilleur plat (Esbly) et Meilleur dessert (Meaux).

De la Ferme à la table en Seine & Marne




9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# LE DÉPARTEMENT PARTENAIRE DES COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS GRÂCE À SA POLITIQUE CONTRACTUELLE ET AU GIP ID77

*« Les contrats conclus avec le Département permettent aux communes et aux intercommunalités de mener librement des politiques et des projets adaptés à leurs attentes »*
***Olivier Lavenka***

ODD

| | | | | | | + | | | ++ | ++ | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Le Département, partenaire privilégié des communes et intercommunalités par sa politique contractuelle** 3 4 6 7 8 10 11 12 13 15
Analyses des territoires pour identifier les besoins - Soutien technique et financier (notamment via ID77) des projets d'investissement des collectivités dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie des Seine-et-Marnais et l'attractivité y compris économique, en intégrant les enjeux de développement durable (accès au sport, gestion des eaux, protection des écosystèmes, énergies renouvelables et/ou de récupération, matériaux biosourcés, mobilités actives, atténuation et adaptation au changement climatique)

**Le bouclier de sécurité départemental en aide aux collectivités** 11
Garantir des espaces publics sûrs pour tous

## Des actions exemplaires

### Le parc du Mont Evrin (Montévrain)

Inauguré le 21 juin 2025, le parc du Mont Evrin a été financé par le Département au titre du 2e contrat intercommunal de développement (Cid) de la communauté d'agglomération Marne-et-Gondoire à hauteur de 2 M€. Il relie les nouveaux quartiers de Montévrain au centre-bourg grâce aux cheminements doux. Les espaces paysagers et les essences locales valorisent la biodiversité et les continuités écologiques. Le nouveau bassin d'orage assure la gestion des eaux pluviales. La prairie, le verger et les ruches font de ce parc un véritable lieu de rencontre et de détente.



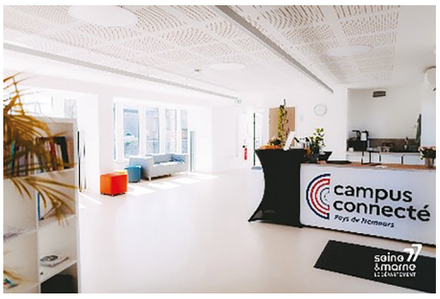


### Le centre technique municipal de Chauconin-Neufmontiers

Inauguré le 4 avril 2025, la réalisation du centre technique municipal de Chauconin-Neufmontiers a été soutenu par le Département au titre du fonds d'aménagement communal (Fac) à hauteur de 180 000 €. La qualité environnementale du bâtiment est à souligner : entièreté du bâtiment réalisée en structure et bardage bois, toiture végétalisée avec panneaux solaires, matériaux isolants biosourcés, éclairage naturel optimisé, eaux pluviales traitées à la parcelle grâce aux noues et prairies.

### Le campus connecté du Pays de Nemours

Inauguré le 5 avril 2025, le campus connecté du Pays de Nemours permet de suivre des formations à distance. Il a été financé par le Département au titre du contrat intercommunal de développement (Cid) de la communauté d'agglomération du Pays de Nemours à hauteur de 128 615 €. Implanté dans les anciens bureaux des Moulins de Nemours, il a bénéficié de travaux d'isolation et d'amélioration du système de ventilation, et fonctionne avec de l'énergie solaire et hydraulique.




1 PAS DE PAUVRETÉ | 2 FAIM « ZÉRO » | 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ | 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES | 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT | 7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE | 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

# LE DÉPARTEMENT, ACTEUR ENGAGÉ POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA SEINE-ET-MARNE

| | | + | | | | ++ | ++ | | + | + | + | ++ | | | + |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Le Département, membre actif de la communauté départementale de la transition énergétique** 1 3 7 8 10 11 12 13 16

Développement et usage des énergies renouvelables - Réduction des émissions de polluants d'origine fossile - Atténuation / Adaptation au changement climatique – Accompagnement des territoires

**Le Département engagé en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat privé** 3 4 10 12 16

Accompagner à la rénovation énergétique de l'habitat privé – Sensibilisation des ménages modestes – Développement économique avec les travaux de rénovation énergétique – Performance énergétique

## Des actions exemplaires

### Une convention partenariale pour mieux accompagner la rénovation de l'habitat privé



En septembre 2025, le Département a renouvelé l'accord partenarial initié en 2018 avec 8 acteurs de la rénovation de l'habitat, dans le cadre du service public de la rénovation de l'habitat (SPRH). Il vise à renforcer la qualité et la visibilité du service France Rénov', à proposer aux Seine-et-Marnais un parcours d'accompagnement clair et sécurisant pour leurs projets de rénovation (énergétique, adaptation des logements, lutte contre l'habitat indigne) et à favoriser le partage de données pour mieux évaluer les politiques publiques menées. Une feuille de route est actuellement en cours d'élaboration pour structurer les actions des partenaires.

### Sensibiliser les publics vulnérables pour réduire leur facture énergétique

À l'occasion de la Journée nationale de lutte contre la précarité énergétique à laquelle le Département participe depuis 2023, la collectivité a organisé un événement au sein d'une maison départementale de solidarité. Menée en partenariat avec la maison de l'habitat de la communauté d'agglomération Melun-Val de Seine, ENGIE et le PIMM'S Médiation, l'action visait à sensibiliser les publics les plus précaires (bénéficiaires du fond solidarité logement, du revenu de solidarité active [RSA], jeunes de l'aide sociale à l'enfance) locataire comme propriétaire, à la maîtrise de l'énergie à travers des ateliers pratiques, des stands d'information, la visite d'un appartement mobile « Éco-Malin » et la distribution de kits écogestes. Cette initiative s'inscrivait également dans les objectifs du *Pacte de solidarité* en faveur de la prévention et de la lutte contre la pauvreté.




9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# PRÉSERVER ET VALORISER LES ESPACES NATURELS

| ODD | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | + | ++ | | ++ | | | | | ++ | | | | ++ | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Des Espaces naturels sensibles préservés et valorisés** 1 3 4 6 8 10 11 12 13 14 15 16
Chantiers d'insertion - Sports et loisirs de nature - Actions pédagogiques (Collège nature, etc.) - Zone tampon inondation, réserves d'eau - Emplois locaux (gestion forestière et agricole, écotourisme, etc) et écotourisme - Accès pour les personnes en situation de handicap - Puits de carbone - Préservation et valorisation de la biodiversité et des zones humides – Partenariats animation (SEME, etc.) et gestion

**Le PDIPR garant durable des chemins ruraux, des itinéraires de randonnée (pédestre, équestre et cyclable) et du patrimoine vernaculaire** 1 3 6 9 11 13 15
Chantier d'insertion – Entretien des chemins et des itinéraires pour le cadre de vie, les sports de nature et l'écotourisme - Entretiens, réhabilitation et aménagements adjacents aux chemins (mares, fossés, haies, lavoirs, calvaires, murs, etc.) – Préservation et valorisation de la biodiversité et des zones humides

**Le Département, soutien à la préservation des zones naturelles à enjeux** 2 3 4 8 13 15 16
Sorties nature - Formation et sensibilisation - « Biosphère-Écotourisme » – Patrimoine naturel, du local au mondial (site Natura 2000, Réserve de Biosphère, trames vertes et bleues, comptage et suivi d'espèces) - Concertation et partage des enjeux

## Des actions exemplaires

### Lancement du nouveau *Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles* (SDENS)

Avec une centaine d'ENS répartis sur le territoire (dont 40 ouverts au public), la Seine-et-Marne offre un patrimoine naturel remarquable. C'est pour garantir l'accès à la nature pour tous les Seine-et-Marnais et assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire, que le Schéma départemental des ENS a été adopté en 2025 par le Département et les partenaires locaux.




### Les « ENS vus du ciel »

À l'occasion de la Fête de la Nature, le Département a dévoilé une campagne inédite de sensibilisation à l'environnement « Les espaces naturels sensibles vus du ciel : ENSemble préservons la nature », constituée de photographies aériennes et d'une vidéo immersive (consultable en ligne).



### Art et nature s'unissent sur l'ENS de la prairie Clemenceau

À Moret-Loing-et-Orvanne, la prairie Clémenceau a retrouvé son paysage naturel après une restauration écologique menée en 2024. Depuis septembre 2025, un parcours artistique inspiré de l'esprit des lieux y propose sculptures, témoignages sonores et création musicale via des QR-codes. Le projet, porté par la Compagnie Mangano-Massip, a impliqué habitants, collégiens et volontaires.



# UNE POLITIQUE DE L'EAU RENFORCÉE POUR UN TERRITOIRE PLUS RÉSILIENT AUX PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES

*« L'eau de demain se protège dès aujourd'hui. Avec le nouveau Plan départemental de l'eau et un laboratoire qui se dote d'équipements de pointe pour détecter les polluants émergents, nous renforçons notre organisation et nos actions pour préserver la qualité de l'eau et accompagner les communes face aux défis climatiques.»*
***Jean-Marc Chanussot***

ODD

| | | ++ | ++ | | ++ | | | + | ++ | ++ | + | ++ | | ++ | ++ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Intégrer dans la politique de l'eau les enjeux climat** 1 3 6 8 9 10 11 12 13 14 15 16
Soutien technique et financier des collectivités (AEP, STEP, réseaux, cours d'eau) limitant aussi l'impact sur le prix de l'eau - Qualité sanitaire de la ressource en eau potable (captages, Zéro phyto) et analyses du laboratoire départemental – Activités économiques générées par les travaux (STEP, réseaux) - Gestion et consommation durable des ressources en eau, gestion des réseaux - Soutien à la maîtrise du risque inondation et à l'adaptation au changement climatique (Charte Natur'Eau) - Amélioration et valorisation des milieux aquatiques et humides – Partenariat multi-acteurs historique (PDE)

**Sensibiliser aux problématiques de la gestion et de la préservation de la ressource en eau, développer et partager la connaissance** 4 16
Sensibilisation et partage des connaissances sur l'eau, transparence des politiques : site et observatoire de l'eau, éducation au développement durable, Aquathon

## Des actions exemplaires

### Un nouveau PDE pour clarifier l'action départementale et renforcer la cohérence des projets soutenus

Le Département a adopté son 4e *Plan départemental de l'eau* (PDE) stratégie 2025-2030, signé en juin à Provins lors d'un forum réunissant l'ensemble des acteurs. Il repose sur trois piliers : renforcer la résilience face aux phénomènes extrêmes, aménager durablement le territoire pour préserver l'eau et les milieux aquatiques, garantir une eau de qualité pour tous les usages, et un volet transversal de sensibilisation et mobilisation.





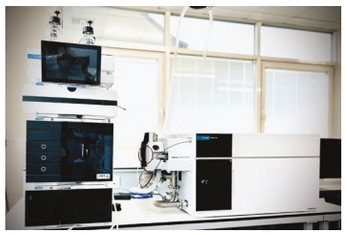


### Une politique de l'eau revisitée pour une plus grande solidarité territoriale

Le Département poursuit son engagement, et subventionne les travaux des collectivités. En 2025, les critères d'attribution ont été revisités, pour mettre en avant la solidarité territoriale et l'adaptation au changement climatique au cœur de la nouvelle approche : soutien aux communes rurales, allègement de la pression fiscale par la maîtrise du prix de l'eau, résilience au regard des phénomènes extrêmes. Investir dans l'eau est aussi un levier économique favorisant l'activité des entreprises locales.

### Le laboratoire départemental s'équipe pour détecter de nouveaux polluants

Les PFAS, dits « polluants éternels », sont des substances chimiques persistantes s'accumulant dans l'environnement et les organismes vivants. Présents dans de nombreux produits du quotidien, ils suscitent une inquiétude grandissante pour la santé et l'environnement. En 2025, le Laboratoire départemental d'analyses (LDA) de Seine-et-Marne a fait l'acquisition d'une chaîne analytique de chromatographie liquide couplée à la spectrométrie de masse afin de mettre en œuvre l'analyse des PFAs, conformément à l'évolution de la réglementation du contrôle sanitaire de l'eau. Ce nouvel équipement a nécessité un investissement de 280 000 € HT.





# VERS DES PARTENARIATS RENFORCÉS POUR LUTTER CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES

*« Les dépôts sauvages dégradent notre cadre de vie : nous devons agir avec fermeté. Avec les communes et la justice, nous renforçons la prévention et les sanctions pour lutter contre ce fléau. »*
***Béatrice Rucheton***

ODD

| | | | + | | | | | | | | + | | | | + |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Une mobilisation quotidienne des agents sur le domaine public départemental** 3 6 8 11 12 15 16
Expérimentation d'une balayeuse-aspiratrice pour plusieurs centres routiers (amélioration des conditions de travail d'agents des routes et préservation de l'environnement) - Patrouilles et enlèvements réguliers des dépôts sauvages – Barrières et merlons pour prévenir les dépôts – Panneaux de sensibilisation - Partenariats pour l'accès aux déchèteries

**Une politique de soutien aux territoires** 4 6 11 12 14 15 16
Soutien matériel aux opérations de nettoyage par des collèges - Observatoire des dépôts sauvages – Relais des signalements SURICATE – Soutien (financier et organisationnel) aux opérations citoyennes de ramassage et de sensibilisation – Kit d'information et de sensibilisation à destination des territoires – Sanctions pénales renforcées – Assises départementales

## Des actions exemplaires

### Des assises départementales de lutte contre les dépôts sauvages pour renforcer la dynamique territoriale

Avec près de 200 participants (collectivités, associations, gestionnaires d'infrastructures, etc.), les assises ont su rencontrer leur public. Les tables rondes ont permis aux acteurs du territoire d'échanger sur les thématiques de la répression et de la résorption. Le Département a annoncé la création d'une structure partenariale pour la lutte contre les dépôts sauvages. La collectivité a également annoncé le lancement d'une démarche avec une quarantaine de communes pour l'installation d'appareils facilitant la prise en flagrant délit des auteurs de dépôts sauvages sur les bords de routes départementales, avec des amendes administratives pouvant aller jusqu'à 15 000 €.




### Signature d'un protocole pour des sanctions pénales renforcées



En janvier 2025, le Département a signé, avec l'AMF, les trois procureurs de la République en Seine-et-Marne, et l'ATIGIP, un protocole inédit en France pour renforcer les sanctions judiciaires contre les dépôts sauvages de déchets. Ce protocole prévoit que les auteurs de dépôts sauvages, à la place d'une amende forfaitaire de 135 €, effectuent une journée de travail d'intérêt général au bénéfice de la commune, ou assistent à leurs frais à un stage de citoyenneté. En cas de refus de leur part, les procureurs s'engagent à plaider pour une amende de 400 €. Cette amende pénale peut se faire en complément des amendes administratives.



# UNE ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR LES CITOYENS DE DEMAIN

*« La conscience écologique se construit dès le collège, en donnant aux jeunes les moyens d'agir. En collectant des téléphones usagés ou en participant à Collège nature, ils découvrent que chacun peut contribuer concrètement à la protection de l'environnement. »*
***Xavier Vanderbise***

ODD

| | | + | + | | | | | + | | | | | | + | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Le parcours collégien** 2 3 4 5 6 7 9 10 11 12 13 14 15 16
Animation « bien-manger » cantines collèges - Projets locaux sur la plupart des thèmes ODD – Démarches de labellisation E3D – Plateformes d'accompagnement à la réussite éducative (My Stage 77, ENT77, etc.)

**Un dispositif « collège nature »**
**didactique sur les relations entre l'Homme et son environnement** 3 4 6 12 13 14 15 16
Rallyes nature - Éducation au cadre de vie, à l'environnement et aux fonctions écosystémiques - Sensibilisation aux impacts environnementaux des comportements quotidiens individuels - Démarche « Aire terrestre éducative » - Partenariats (Région, communes) concernant les types d'ENS accessibles et pour le prix départemental - Présentation des lauréats en salle des séances

## Des actions exemplaires

### Les collégiens aident à donner une seconde vie aux mobiles

En 2025, le Département accompagne le défi, porté par le Conseil départemental des jeunes auprès des jeunes collégiens, de collecte des mobiles usagés. En partenariat avec le programme « RE » d'Orange, cette démarche facilite le réemploi des mobiles usagés ou le recyclage de leurs composants, tout en créant des emplois solidaires.




### Un concours Collège nature 2025 axé sur l'inclusion et le sport



Ce concours permet aux collégiens de se connecter à la nature et les amène à réfléchir sur l'impact des comportements de l'Homme sur son environnement. En 2025, le collège Pierre Roux (Château-Landon) a remporté le prix coup de cœur pour son projet « réintroduire la biodiversité dans la cour du collège et créer des liens », mené avec les élèves en situation de handicap de l'EMPS de Chancepoix. Le prix de l'originalité a récompensé les collèges Les Tilleuls et Parc des Tourelles (Claye-Souilly) pour leur coopération sur la « découverte de la biodiversité en Seine-et-Marne ». Enfin, le collège Henri IV (Meaux) a emporté le prix départemental pour son projet de « pratique d'une activité sportive en zone naturelle dans le respect de la biodiversité ».

### Des collèges mettent l'alimentation durable au menu des projets locaux

Le Département apporte un soutien aux collèges publics qui portent un projet d'action pédagogique favorisant les partenariats locaux, la mixité sociale et la transversalité. En 2025, 86 projets ont été aidés, dont plusieurs portant sur l'alimentation durable : « Le verger et jardin coopératif », « Rimbaud fait son miel », « L'alimentation et le développement durable », « Mon jardin aromatique au collège ».





# CULTURE ET PATRIMOINE : UNE OFFRE ACCESSIBLE À TOUS

*« La culture n'a de sens que si elle est partagée. Des animations de nos musées à l'accessibilité du château de Blandy, nous voulons un patrimoine ouvert à tous les publics. »*
***Véronique Veau***

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | ++ | | | | | + | ++ | + | | | | | + |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Agir pour un développement culturel de proximité et pour tous** 4 5 9 10 11 16
Résidences d'artistes et Éducation artistique et culturelle / Formation et éducation au DD et à l'égalité des sexes (médiathèques, musées) – Dispositif « hors les murs » des archives départementales pour les scolaires (visites, expositions itinérantes, malles pédagogiques, etc.), et le grand public (atelier généalogie, etc.) – Réduction des inégalités d'accès à la culture et à l'histoire locale – Valorisation du patrimoine culturel et de mémoire – Mise en ligne des archives départementales

**Contribuer à l'aménagement culturel et à l'information sur tout le territoire par la politique de lecture publique** 4 9 10 16
Formation professionnelle des bibliothécaires – Offre numérique – Équité d'accès à la culture : inclusion, mixité des publics, accessibilité, etc. – Partenariats avec les acteurs culturels et éducatifs – Centre de ressources et d'informations

**Renforcer les liens entre culture et handicap** 10
Accès aux visiteurs (archives), spectateurs (actions culturelles), artistes en situation de handicap – Mise en conformité des sites – Formation des agents en contact avec le public

**Intégrer le développement durable dans la gestion des sites patrimoniaux et culturels** 2 4 6 12 13 15
Potagers pédagogiques – Formation au développement durable – Éco-gestes et pratiques durables des musées, de la médiathèque, des archives départementales, des festivals – Clauses marchés publics – Valorisation du parc du site des archives dans les travaux d'extension (fresque culturelle, etc.)

## Des actions exemplaires

### Les archives départementales engagées dans la sobriété numérique

Les archives ont engagé une démarche de sobriété numérique. Les agents sont encouragés à supprimer doublons et versions inutiles, à rationaliser les contenus et à trier les documents. Ces actions, renforcées lors du « Digital Clean up Day », réduisent l'empreinte environnementale liée à la gestion documentaire.






### Les musées sensibilisent le jeune public à l'environnement

Les sites culturels départementaux contribuent à la sensibilisation à l'environnement des scolaires. Le musée de Seine-et-Marne constitue une référence exemplaire avec l'accueil, en 2025, de 2 155 élèves lors de 88 animations. Grâce à son jardin pédagogique et ses ateliers sur les filières locales (osier, jus de pomme, fromage), il offre une découverte concrète de la biodiversité et des savoir-faire territoriaux, particulièrement bénéfique aux enfants issus des zones urbaines.

### Le château de Blandy accessible à toutes les situations de handicap

En 2025, le château de Blandy a renouvelé son label « Tourisme et handicap », pour les quatre familles de handicap concernées par le label (auditif, mental, moteur, visuel). 2 300 personnes en situation de handicap ont ainsi pu être accueillies dans les meilleures conditions.






# DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET DE LOISIRS INCLUSIVES ET ÉCO-RESPONSABLES

*« Le sport doit permettre à chacun de trouver sa place. Du soutien au parasport à la Rando des 3 châteaux, nous encourageons une pratique sportive inclusive, conviviale et respectueuse de l'environnement. »*
***Bouchra Fenzar-Rizki***

ODD

| | | + | + | | | | | | + | | + | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Une intensification des actions en faveur de la pratique scolaire et parasportive** 3 4 5 10
Sport-santé – Soutien au para-sport (appel à projet en direction des clubs, des collectivités et des établissements spécialisés) – Développement des pratiques sportives au collège (pratique et conciliation avec le sport de haut niveau, mixité encouragée)

**Des activités sportives et de loisirs éco-responsables** 11 12 13 15
Activités sportives et de loisirs éco-responsables avec valorisation du patrimoine (Rando des trois châteaux) - Encouragement à la réduction des consommations pour les manifestations sportives et les grands événements

## Des actions exemplaires

### Un engagement du Département en faveur du parasport

En 2025, le Département a engagé plusieurs actions en faveur du para-sport : appel à projet en faveur des associations, des collectivités et des établissements spécialisés permettant d'accompagner des actions durables et inclusives, actualisation du handiguide référençant les structures accueillant des personnes en situation de handicap (PSH), soutien aux actions de formation portées par le comité départemental olympique et sportif pour la sensibilisation des dirigeants à l'accueil des PSH et la formation des éducateurs sportifs.







### Un évènement éco-responsable et ouvert à tous pour découvrir le patrimoine local

Le Département organise chaque année la Rando des 3 châteaux. 100 % gratuit, elle offre différents parcours pour favoriser la participation de tous : familles, randonneurs, personnes en fauteuil, sportifs. Des actions sont mises en place pour valoriser le patrimoine seine-et-marnais et favoriser sa découverte par le grand public, au travers de focus spécifiques pour chacun des parcours. Cet évènement s'inscrit dans la recherche d'une plus grande sobriété avec la suppression des gobelets et la réduction du papier, et des navettes sont proposées pour éviter de prendre sa voiture personnelle. Des produits locaux sont proposés pour la restauration.



# ADAPTER LES LOGEMENTS ET RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

*« Un logement adapté, c'est une autonomie préservée. Avec nos aides aux travaux et la transformation d'Habitat77, nous agissons pour des logements plus accessibles et de meilleure qualité. »*
***Denis Jullemier***

ODD

| + | | | | | | + | | | + | + | + | + | | | + |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Des outils pour un habitat plus inclusif et digne dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées** 1 3 7 10 11 16
Logements décents pour tous, adaptation des logements (personnes handicapées, âgées) - Lutte contre la précarité énergétique - Fond de solidarité logement (FSL) et Fonds travaux - Schémas, outils partenariaux et animations

**Le Département en soutien à Habitat 77 pour l'amélioration de son parc dédié aux ménages les plus modestes** 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 15
Création de la Société d'économie mixte (SEM) Habitat 77 pour renforcer l'action de lutte contre les inégalités d'accès au logement - Sensibilisation Éco-gestes - Logements réservés aux femmes victimes de violences – Performance énergétique et confort thermique du parc : rénovation thermique, utilisation de matériaux biosourcés (chanvre), bâtiments connectés – Politique innovante de réemploi des matériaux lors de chantiers de démolition - Achat public durable / Démarche RSE - Activités économiques générées par les travaux du parc social / Chantiers d'insertion Initiatives 77

## Des actions exemplaires

### Des aides du Département pour adapter les logements

Le Département s'engage au côté de l'ANAH pour financer les mesures d'adaptation des logements pour les personnes âgées et en situation de handicap. La revisite du dispositif MaPrim'Adapt par l'ANAH, à destination des ménages modestes et très modestes, a permis de tripler le nombre de dossiers aidés en Seine-et-Marne, avec une aide moyenne de 6 700 € par dossier. Le Département complète ce soutien sous certaines conditions, en finançant les travaux d'adaptation de la salle de bain et d'amélioration et d'accessibilité du logement y compris en extérieur. Cette aide est à destination du propriétaire ou locataire d'un logement dans le parc privé, ou à toute personne du foyer répondant aux critères. 175 dossiers ont bénéficié d'une aide en 2025.

MaPrimeAdapt'
Ma vie change, mon logement s'adapte

HABITAT 77
SOLIDAIRE & RESPONSABLE
Office public de l'habitat de Seine-et-Marne

### La SEM Habitat77 pour répondre aux objectifs ambitieux du Département pour le logement social

En 2025, le Département a validé l'absorption de l'OPH Habitat77 par la SEM Habitat77, avec transfert de tout son patrimoine et de ses obligations. Cette opération vise à répondre aux objectifs de réhabilitation (6 000 logements) et de construction (3 000 logements), en plus de l'ambitieux chantier de modernisation des outils de l'office. La fusion permet d'intégrer des partenaires privés tout en conservant une gouvernance publique. La SEM reprend l'ensemble des missions de service public et d'intérêt général existant jusque-là. Fin 2024, Habitat77 comptait 18 564 logements sur 102 communes du département et 46 000 personnes logées.



# AGIR POUR UNE MOBILITÉ ADAPTÉE À LA DIVERSITÉ DES CONTEXTES TERRITORIAUX ET AUX BESOINS DE LA POPULATION

*« Notre réseau routier doit répondre aux déplacements quotidiens tout en évoluant avec les usages. Avec le Plan Vélo et l'écopâturage, nous encourageons les mobilités douces et un entretien des routes respectueux de l'environnement. »*
***Brice Rabaste***

ODD

| | | + | ++ | | | | + | ++ | + | ++ | ++ | + | | + | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Un réseau routier départemental essentiel et durable** 3 6 7 8 9 11 12 13 15
Aménagement et entretien des RD (desserte locale, sécurité des usagers) – Actions sur le domaine public routier intégrant des enjeux de biodiversité, bruit, gestion des eaux (fossés, arbres d'alignements, ouvrages hydrauliques, etc.) – Chantiers routiers intégrant des enjeux d'économie d'énergie et de matériaux - Eco-pâturage

**Une offre de mobilité inclusive** 1 3 4 7 8 9 10 11 12 13 15
Subvention de titres de transport notamment pour les publics vulnérables (personnes âgées, scolaires) – Accès aux établissements de soin et d'enseignement – Abribus intégrant des énergies renouvelables - Services et dispositifs de transport (TC, TAD, PAM77, co-voiturage, vélo) contribuant à l'attractivité, au développement économique et à l'accès à l'emploi, à une mobilité inclusive (personnes âgées, porteuses de handicap, ruraux) et plus actives – Véhicules propres des flottes PAM77 - Tzen2 - Clauses environnementales dans les marché abri-bus et PAM77 – Autocollants abribus préservant l'avifaune

## Des actions exemplaires

### Au guidon du PlanVélo77

Dans le cadre de son Plan Vélo (adopté en 2023), le Département soutient financièrement des opérations d'aménagement cyclables. 10 dossiers ont été retenus en 2025 dont : voies cyclables à travers la base de Loisirs de Saint-Fargeau-Ponthierry, voie verte qui reliera les communes de Gressy et de Mitry-Mory, chaussée à voie centrale bidirectionnelle entre Bois-Le-Roi et Samois-sur-Seine, aménagements cyclables pour la desserte du collège Paul Eluard à Montereau-fault-Yonne.





*Aperçu des projets retenus en 2024 et réalisés en 2025, de gauche à droite : la voie verte d'Avon (Forêt domaniale de Fontainebleau), la voie verte de Dammartin-en-Goêle à Saint-Mard, et l'avancée de la chaussée à voie centrale bidirectionnelle entre Provins et Coulommiers (« Les comtes de Champagne »).*

### Une démarche d'éco-pâturage pérennisée



Le Département a passé un marché afin de pérenniser sa démarche d'éco-pâturage (22 chantiers en 2025). Elle permet un entretien permanent des sites routiers concernés, tout en évitant aux agents la pénibilité des interventions et les risques inhérents aux zones difficiles d'accès. L'éco-pâturage s'inscrit dans la continuité de la démarche zéro phyto, et permet de réduire l'impact carbone ainsi que la pollution sonore associés aux outils mécanisés jusque-là utilisés.



Publication n°95 - Délibération du Conseil départemental du vendredi 13 novembre 2026 Date de publication en ligne le 17 novembre 2026

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

# BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES

## PILIER ÉCONOMIQUE



# LE DÉVELOPPEMENT DE LA FIBRE, VECTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET D'ÉGALITÉ TERRITORIALE

ODD

| | | | + | | | | | + | + | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Vers un réseau très haut débit et une ouverture de la fibre sur tout le territoire** 3 4 8 9 10 11 13
Attractivité pour l'installation des professionnels de santé et des acteurs économiques – Très haut débit dans les équipements scolaires – Infrastructures réseau performantes — Réduction des inégalités territoriales face à la fracture numérique – Des objets connectés en toute souveraineté - Diminution des besoins de déplacement (travail nomade et en distanciel, téléconsultations, enseignement à distance)

**Vers un réseau public pour les objets connectés** 9 11
Des objets connectés en toute souveraineté - Gestion quotidienne optimisée des territoires

## Des actions exemplaires

### Le déploiement de la fibre pour tous et aussi pour les sites isolés

Lancé en 2015, le projet de construction du réseau sem@fibre77 pour apporter l'accès au très haut débit pour tous a atteint son objectif et suit la croissance des besoins. Sous le pilotage du syndicat Seine-et-Marne Numérique, le nombre de prises éligibles à la fibre a cru de plus de 16 000 en 2025, pour atteindre le chiffre total de 328 000 prises, réparties dans 425 communes. Les Seine-et-Marnais ont par ailleurs déjà largement sollicité l'usage de cette nouvelle infrastructure publique à plus de 66 % (+6 % en un an), avec plus de 220 000 abonnés à la fibre auprès d'un des différents fournisseurs d'accès internet du réseau. Le programme de raccordement des sites dits isolés démarré en 2024 afin d'atteindre 100 % de couverture se poursuit avec un taux de réalisation de 37 %.



### 100 % des lycées et collèges raccordés au très haut débit avec le réseau Sem@for77

La Seine-et-Marne dispose d'un réseau d'initiative publique en fibre optique de plus de 3 000 km de linéaire, dédié aux usages professionnels. Il a permis notamment au département d'être le premier à avoir raccordé les collèges et les lycées publics dès 2016. Il délivre des services sur la base d'une offre extrêmement concurrentielle (plus de 100 fournisseurs), bénéficiant à près de 3 500 entreprises et sites publics.

*Tout nouveau collège est raccordé à la fibre, à l'instar du collège Jean-Jacques Barbaux, à Jouy-le-Châtel, inauguré le 30/08/2025.*

### Avec sem@Connect77, une nouvelle infrastructure publique pour des objets connectés en toute souveraineté




2025 a vu le lancement par Seine-et-Marne Numérique de son programme pour objets connectés (technologie LoRaWan), spécifiquement adaptée aux capteurs communiquant à faible débit. Une nouvelle infrastructure radio sera ainsi mutualisée pour permettre aux acteurs publics du territoire de déployer des capteurs qui transmettront des données au travers de sem@Connect77, en toute souveraineté. Leur traitement contribuera à la réalisation d'économies de fonctionnement (notamment sur les fluides bâtimentaires), à répondre à des besoins de contrôles réglementaires et contractuels ($CO_2$, mesures énergétiques, etc.), à renforcer les capacités de sécurité et de résilience du territoire (niveau des cours d'eau, état de routes, etc.), et à développer de nouveaux services publics liés à la vie urbaine. Exemple ici, l'installation d'une antenne à Faÿ-lès-Nemours en octobre 2025.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# LE SOUTIEN À UNE ÉCONOMIE VERTE POUR UNE ACTIVITÉ AGRICOLE ET SYLVICOLE VIABLE ET ENGAGÉE DANS LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

ODD

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + | | | | + | + | + | + | | + | | + | | + | + |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Soutenir l'aménagement foncier forestier favorable à la mobilisation de la ressource bois** 8 13
Soutien au développement de la filière bois – Soutien à la gestion forestière durable et adaptée au changement climatique

**Soutenir l'aménagement foncier agricole volontaire** 2 8 15
Prise en compte systématique de l'environnement dans les prescriptions d'aménagement - Amélioration des moyens de production et des fonctionnalités agricoles

**Accompagner la profession agricole et sylvicole pour la transition agroécologique** 1 3 6 7 8 10 11 13 14 15 16
Soutien aux agriculteurs en difficulté (dispositif REAGIR) - Soutien pour des pratiques favorables à la santé (qualité des ressources en eau potable), à la biodiversité, à la réduction des émissions de $CO_2$ (stockage par le bois matériau et les agromatériaux, développement des énergies renouvelables, réduction des intrants) - Gestion durable des forêts (entretien, lutte contre l'érosion et les incendies, poste CNPF dédié à la Seine-et-Marne, dispositif Sylv'ACCTES) - Partenariats avec les organisations professionnelles agricoles et sylvicoles

**Valoriser la production agricole locale et de saison pour une alimentation durable : plateforme d'approvisionnement APPROV'HALLES, contrats entre le Département et les producteurs franciliens** 2 4 8 9 11 12
Autonomie d'approvisionnement en denrées alimentaires (villes résilientes) - Consommation locale - Formation des acteurs locaux sur l'alimentation durable – Compétitivité de l'économie agricole (débouchés rémunérateurs)

## Des actions exemplaires

### Expérimentation du dispositif Sylv'ACCTES pour une gestion durable des forêts



Dans la continuité des opérations d'aménagement foncier forestier du Montois, le Département a lancé, avec le soutien de la Région Île-de-France, une expérimentation dans le cadre du dispositif Sylv'ACCTES. Celle-ci vise à accompagner techniquement et financièrement une gestion forestière durable conciliant enjeux écologiques, sociaux et économiques. Plusieurs concertations menées en 2025 avec les acteurs locaux ont permis de définir des itinéraires sylvicoles adaptés aux enjeux locaux (biodiversité et changement climatique). Le dispositif d'accompagnement sera déployé en 2026.

### Les assises du foncier forestier en Île-de-France

Le Département a participé à l'élaboration et à l'animation des assises du foncier forestier en Île-de-France, en octobre 2025. Cet événement a sensibilisé un large public (collectivités, propriétaires, professionnels, etc.) aux enjeux du foncier forestier à travers retours d'expérience, tables rondes et forums. Les échanges ont porté sur des sujets majeurs comme le morcellement forestier, le rôle des notaires ou les biens vacants et sans maître. Les opérations d'aménagement foncier forestier menées dans le Montois ont également été valorisées. Très bien accueillies, ces assises ont permis d'ouvrir de nouvelles réflexions et pistes d'action.





# LE DÉPARTEMENT EN SOUTIEN AUX FILIÈRES DE PRODUCTION D'ÉNERGIES DÉCARBONÉES

*« L'énergie de demain peut être produite ici. La transition énergétique se construit avec les acteurs de nos territoires. Le renouvellement de CapMétha77 et l'ouverture d'une station bioGNV montrent comment une énergie produite localement peut servir nos mobilités. »*
***Thierry Cerri***

ODD

| | | | | | | ++ | + | | | + | + | ++ | | | ++ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Accompagner un développement vertueux de la méthanisation agricole pour la production d'un gaz vert** 2 3 6 7 8 9 11 12 13 15 16
Production alimentaire assurée par la viabilité des exploitations agricoles (diversification par la méthanisation) - Qualité de l'eau et qualité biologique des sols (digestats) - Économie des territoires et industrialisation - Développement des infrastructures réseaux support aux énergies décarbonées - Résilience des villes (autonomie en gaz) - Valorisation des biodéchets (économie circulaire) - Partenariat / Participation de tous aux décisions (dispositif avec la Commission nationale du débat public)

**Promouvoir le bioGNV comme une des solutions pour décarboner la mobilité lourde** 3 7 8 13 16
Amélioration de la qualité de l'air - Économie des territoires - Réduction des GES – Partenariat

**L'hydrogène vert, des potentialités à mobiliser** 3 7 13
Résilience des villes (autonomie énergétique) - Amélioration de la qualité de l'air - Réduction des GES

## Des actions exemplaires

### Un soutien à la méthanisation agricole réaffirmé pour 5 ans

*La charte CapMétha77* pour un soutien à un développement durable de la méthanisation agricole a été renouvelée pour 5 ans. La charte fédère 10 acteurs autour de trois engagements structurants : contribuer à la redynamisation de la filière, accompagner des projets de qualité, développer le bioGNV comme alternative réaliste aux carburants fossiles pour la mobilité lourde. Le Département s'attache plus particulièrement au travers de cette charte à l'appropriation locale des projets et à la consolidation du maillage de station d'avitaillement en bioGNV.






### Mise en service de la première station bioGNV issue de l'AMI CapBioGNV77

La station publique bioGNV issue du dispositif innovant CapBioGNV77 initié par le Département a été mise en service en décembre 2025, à Moret-Loing-et-Orvanne. Ce dispositif s'appuie sur un appel à manifestation d'intérêt organisé avec la commune et la communauté de communes, visant à sélectionner un aménageur et exploitant. La station alimentera notamment les bennes à ordures ménagères du SMICTOM de la région de Fontainebleau et des bus Île-de-France Mobilités du dépôt situé à proximité de la station.

### Un projet exploratoire de production d'hydrogène vert soutenu par le Département

Le Département, via Seine-et-Marne 2040, soutient le projet d'écosystème hydrogène de Bussy-Saint-Georges mené avec plusieurs partenaires publics et industriels. Il prévoit une unité de production d'hydrogène vert pour la mobilité lourde et certains usages industriels, avec un démarrage visé en 2029-2030. Fin 2025, le projet reste exploratoire sur les usages industriels et se concentre surtout sur l'aménagement de la ZAC et les carburants alternatifs comme le biogaz et l'électricité.






# L'OFFRE CULTURELLE ET TOURISTIQUE, UNE CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES

*« Notre patrimoine naturel est une richesse précieuse pour notre territoire. Le préserver, c'est concilier attractivité touristique, développement économique et respect de la biodiversité. C'est tout le sens de notre engagement en faveur d'un tourisme durable et régénératif. »*
***Pascal Gouhoury***

ODD

| | | | | | | | + | | + | + | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |

## ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

**Une offre culturelle et touristique variée, bénéficiant aux franciliens** 3 4 6 7 8 10 11 12 13 14 15 16
Tourisme de proximité pour tous vecteur de développement économique – Offres favorables à la santé : activités « bien-être » et sportives (randonnées, cyclotourisme) – Schéma de développement touristique reconnaissant le tourisme comme pilier économique pour la Seine-et-Marne – Tourisme durable (schéma de développement, formations, valorisation des productions locales, agritourisme, slow tourisme et tourisme régénératif) – Préservation de la qualité des milieux aquatiques pour le développement du « slow tourisme » (tourisme fluvial), tourisme régénératif – Ambassadeurs de la marque Seine-et-Marne Vivre en grand ! Co-construction du schéma de développement touristique

**Un programme de soutien à la restauration du patrimoine monumental et mobilier** 1 4 8 11
Restauration du patrimoine intégrant le développement durable (chantiers d'insertion, éducation populaire, développement local, etc.)

## Des actions exemplaires

### Le Département via Seine-et-Marne Attractivité en soutien au tourisme régénératif

Accompagné par Seine-et-Marne Attractivité, le projet Coucoo Cabanes à Moret-Loing-et-Orvanne développe un tourisme régénératif conciliant développement économique et amélioration de l'état écologique du site au fil du temps. Sur 95 hectares aux portes de Fontainebleau, le site intègre suivi scientifique de la biodiversité avec le WWF, aménagements respectueux des écosystèmes, matériaux durables et choix énergétiques responsables, afin de générer un impact écologique positif et durable.


© Coucoo Cabanes


© Seine-et-Marne en Grand

### Une démarche en cours pour une pratique durable de l'escalade en forêt de Fontainebleau

L'étude, menée par Seine-et-Marne Attractivité en 2025, révèle que l'escalade en forêt de Fontainebleau représente une filière touristique majeure mais encore peu structurée. Avec 1,1 à 1,3 millions de journées de pratique par an et une fréquentation soutenue toute l'année, elle génère environ 25 M€ au bénéfice de l'économie locale. Face aux pressions fortes environnementales, les acteurs publics souhaitent désormais construire un plan d'action commun pour mieux organiser la filière, répartir les flux et préserver durablement les écosystèmes.






9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

# TABLEAU DE SYNTHÈSE - RADD 2026

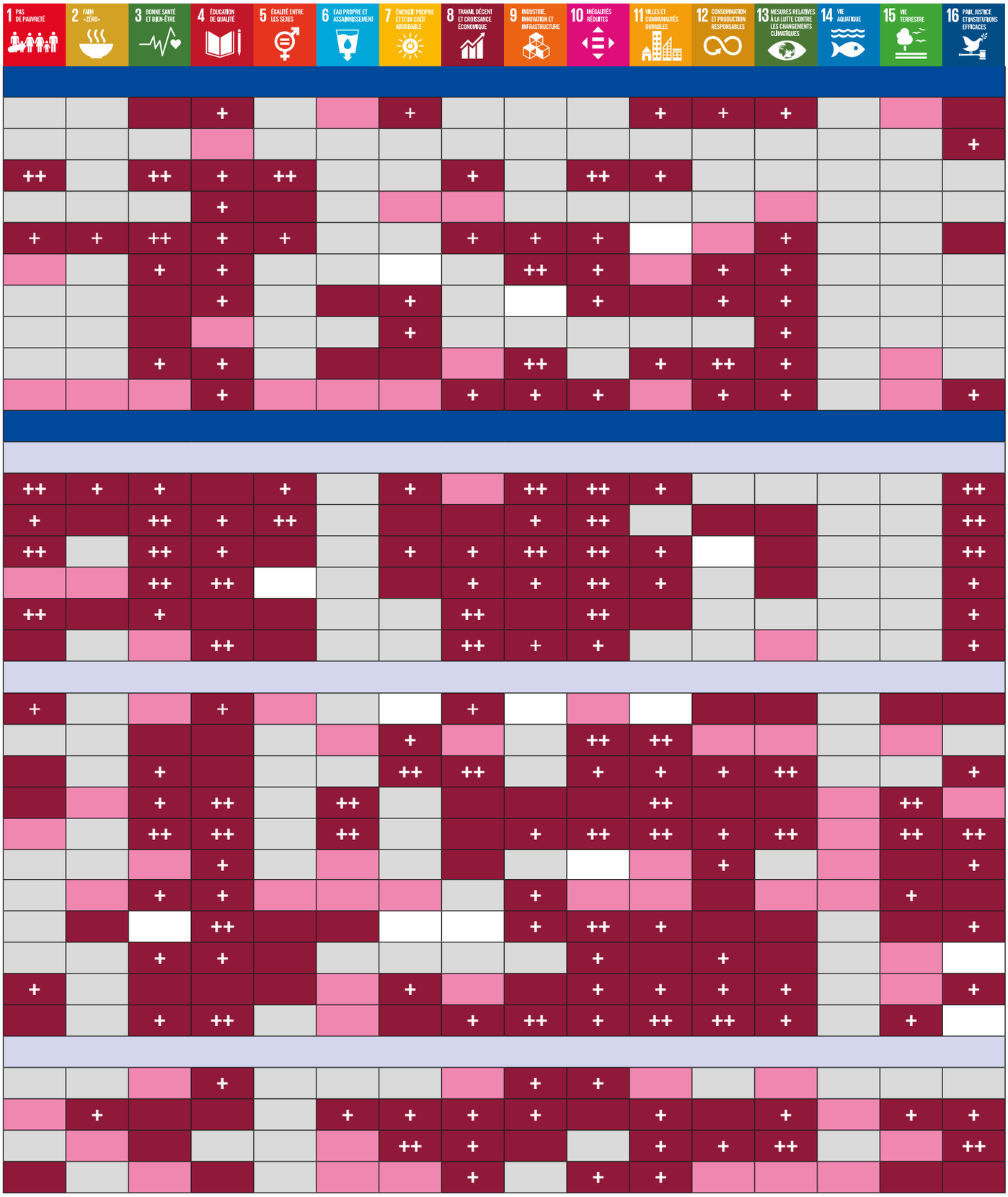
## CROISEMENT ENTRE LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES ET LES 16 ODD AVEC LEUR NIVEAU D'IMPACT

| |
|---|
| **BILAN DES POLITIQUES CONDUITES AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES INTERNES DU DEPARTEMENT** |
| Des financements mobilisés au service des investissements départementaux durables |
| Une gestion rigoureuse et responsable des moyens publics |
| Un Département employeur attractif et attentif à ses collaborateurs |
| Former les agents et accompagner les parcours professionnels |
| Santé, sécurité et bien-être au travail : prévenir les risques et protéger les agents |
| Vers une culture du «numérique responsable» au Département |
| Un patrimoine bâti progressivement moins énergivore, plus sain et moins vulnérable au changement climatique |
| Des véhicules départementaux progressivement plus propres et moins dépendants des énergies fossiles |
| Une politique de prévention et valorisation des déchets issus des activités du Département |
| La commande publique au service des achats responsables |
| **BILAN DES POLITIQUES PUBLIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES** |
| **PILIER SOCIAL** |
| Le Département, chef de file de l'action sociale |
| Donner un accès aux soins à tous les Seine-et-Marnais par les services de la Protection maternelle infantile et en luttant contre la désertification médicale |
| Une politique ambitieuse pour une meilleure prévention et protection des enfants et des familles |
| Une politique pour être exemplaire sur le handicap et un schéma de l'autonomie qui prépare l'avenir |
| Une politique pour favoriser l'insertion et l'emploi des publics qui en sont éloignés |
| Une politique renforcée de développement des formations supérieures et professionnelle axée sur l'égalité territoriale |
| **PILIER ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE** |
| Une Mission Europe tournée vers l'insertion sociale et la mobilisation des financements européens au bénéfice des seine et marnais |
| Le Département partenaire des communes et intercommunalités grâce à sa politique contractuelle et au GIP ID77 |
| Le Département acteur engagé pour la transition énergétique de la Seine-et-Marne |
| Préserver et valoriser les espaces naturels |
| Une politique de l'eau renforcée pour un territoire plus résilient aux phénomènes climatiques |
| Vers des partenariats renforcés pour la lutte contre les dépôts sauvages |
| Une éducation au développement durable pour les citoyens de demain |
| Culture et patrimoine : une offre accessible à tous |
| Des activités sportives et de loisirs inclusives et éco-responsables |
| Adapter les logements et réduire leur consommation énergétique |
| Agir pour une mobilité adaptée à la diversité des contextes territoriaux et aux besoins de la population |
| **PILIER ÉCONOMIE** |
| Le développement de la fibre, vecteur d'attractivité et d'égalité territoriale |
| Soutien à l'économie verte pour une activité agricole / sylvicole viable et engagée dans la transition agro-écologique et énergétique |
| Le Département en soutien aux filières de production d'énergies décarbonées |
| L'offre culturelle et touristique, une contribution à l'économie des territoires |

++ Impact positif exemplaire

\+ Impact positif significatif

Impact positif limité




Impact indirect

Absence de lien possible

Impact positif potentiel




# LES CHIFFRES CLEFS

# LES INDICATEURS DU SOCIAL

## Les indicateurs interne au Département de Seine-et-Marne

**ÉCART DE RÉMUNÉRATION SALARIALE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

**3,1 %** pour les titulaires

**3,7 %** pour les contractuels

RÉSULTATS INDEX 2025

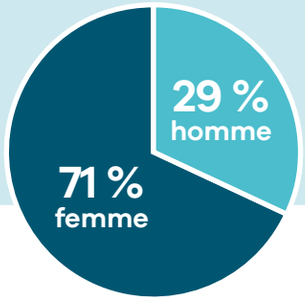
**40 % des agents** ayant les plus hautes rémunérations sont des femmes

**1,4 M€** ont été consacrés à la formation professionnelle (hors cotisation CNFPT)

**282** accidents de travail

**8,5 % des agents** sont en situation de handicap, soit 382 agents

**4 529 agents** permanents



# LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

## DÉCHETS



**765 tonnes**

de déchets alimentaires ont été valorisées dans **127 collèges** sur l'année scolaire 2024-2025

## MOBILITÉ



**43 %**

du parc de véhicules est âgé de 6 ans ou moins





**66 installations**

de recharge de véhicules électriques (IRVE) sur un total de 16 sites départementaux

## SENSIBILISATION

**105 collèges**

labellisés E3D (établissement à démarche globale de développement durable) par l'Académie en 2025 en Seine-et-Marne

**948 élèves**

sensibilisés à Collège nature

## PRÉSERVATION

**1 780 ha**

d'espaces naturels sont préservés par le Département



**6 928 km**

de linéaires inscrits au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

# LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES



**97 %**
de couverture de fibre optique en Seine-et-Marne



**155,2 M**
**de touristes**
dont 20,6 M avec au moins une nuitée



**159 355**
**personnes**
ont visité des sites départementaux patrimoniaux



**2,33 M**
de repas préparés pour les collégiens de Seine-et-Marne à partir des denrées collectées et conditionnées par APROV'HALLES



**47,56 %**
des dépenses affectées vers des fournisseurs seine-et-marnais (environ 156 M d'euros).

seine &marne
LE DÉPARTEMENT

**Département de Seine-et-Marne**
Hôtel du Département
CS 50377
77010 Melun cedex
01 64 14 77 77

**seine-et-marne.fr**

Département de Seine-et-Marne - SIMP - 11/2026 - IMPRIM'VERT